

RAPPORT D'ORIENTATION BUDGETAIRE 2020



SOMMAIRE

I. Le contexte économique et budgétaire	4
A. <i>Une croissance qui fléchirait en 2019 et 2020</i>	4
B. <i>L'inflation resterait limitée en 2020</i>	5
C. <i>Une dégradation confirmée des comptes publics en 2019 et un redressement moins ambitieux en 2020</i>	5
II. Loi de finances 2020 – Mesures spécifiques aux collectivités territoriales ..	6
A. <i>La stabilisation du montant de la Dotation Globale de Fonctionnement (DGF) 2020</i>	6
B. <i>Suppression de la taxe d'habitation pour les résidences principales</i>	7
C. <i>Correction des écarts de compensation de la suppression de la taxe d'habitation</i>	9
a) Pour les communes : TFB transférée par le département.....	9
b) Pour les EPCI : affectation d'une fraction de TVA.....	10
D. <i>La révision des valeurs locatives des locaux d'habitation (RVLLH) et modifications apportées au système d'évaluation des valeurs locatives dans son ensemble</i>	11
E. <i>Décalage de l'entrée en vigueur de l'automatisation du Fonds de Compensation de de la TVA</i>	11
F. <i>Aménagement de la procédure de délibération des tarifs de taxe sur l'électricité.....</i>	11
G. <i>Exonération de contribution économique territoriale (CET) et de taxe foncière sur les propriétés bâties (TFPB) pour les entreprises commerciales ou artisanales situées dans les zones de revitalisation des centres-villes.</i>	12
H. <i>Élargissement de l'assiette des dépenses éligibles au FCVTA en fonctionnement.....</i>	12
I. <i>La revalorisation forfaitaire des valeurs locatives pour 2020</i>	13
III. La situation financière de la collectivité fin 2019	14
A. <i>Les ressources de fonctionnement</i>	14
a) La vue d'ensemble de l'évolution des recettes de gestion.....	14
b) L'évolution de la dotation forfaitaire.....	15
c) L'évolution de la fiscalité reversée par la Communauté d'Agglomération	16
B. <i>Les dépenses de fonctionnement</i>	17
a) La vue d'ensemble de l'évolution des dépenses de gestion.....	17
b) La gestion des ressources humaines	18
C. <i>L'évolution du ratio de rigidité des charges structurelles</i>	20
D. <i>L'évolution de l'épargne et du taux d'épargne brute (épargne brute / recettes réelles de fonctionnement)</i>	20
E. <i>L'évolution des dépenses d'équipement</i>	21
F. <i>La gestion de la dette.....</i>	22
a) L'évolution de l'encours de dette	22
b) La répartition de la dette par types de taux	22
c) L'évolution du coût de la dette.....	23
d) L'évolution de l'annuité de dette	23
IV. Les orientations budgétaires 2020.....	24

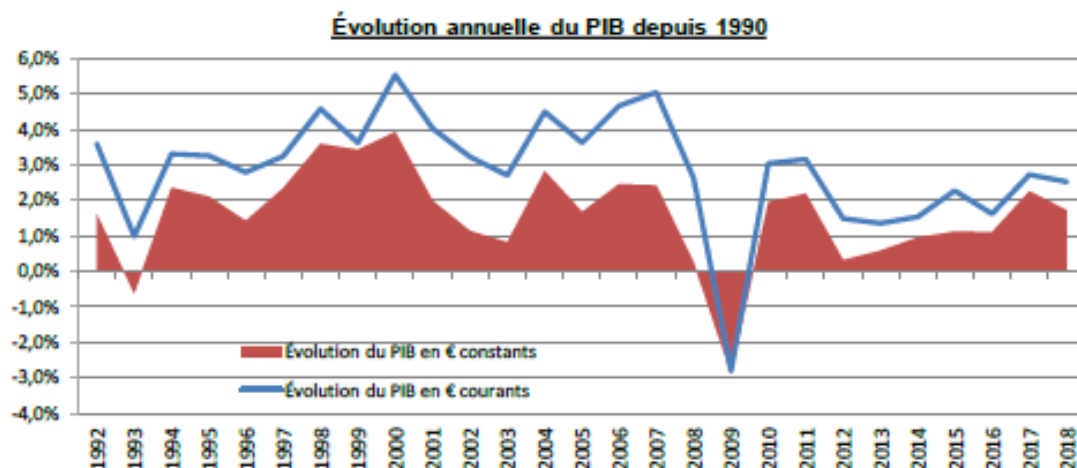
A.	<i>Les recettes de fonctionnement</i>	24
a)	La dotation forfaitaire versée par l'État	24
b)	La stabilité des taux d'imposition	25
c)	L'attribution de compensation versée par Montélimar Agglomération	25
d)	La politique tarifaire	26
B.	<i>Les dépenses de fonctionnement</i>	26
a)	La gestion des ressources humaines	27
b)	La stabilisation du Fonds national de Péréquation des ressources Intercommunales et Communes (FPIC)	28
C.	<i>Les dépenses d'équipement</i>	28
D.	<i>Le financement des dépenses d'investissement</i>	29
V.	Les orientations pluriannuelles	30
A.	<i>L'évolution des recettes et dépenses de fonctionnement</i>	30
B.	<i>L'évolution de l'épargne et du taux d'épargne</i>	31
C.	<i>Le programme pluriannuel d'investissement 2020-2026</i>	32
D.	<i>L'évolution de l'encours de dette</i>	32
VI.	Les budgets annexes	33
A.	<i>Le budget annexe du stationnement</i>	33
a)	La situation fin 2019	33
b)	Les orientations 2020	35
B.	<i>Le budget annexe de l'eau</i>	36
c)	La situation fin 2019	37
d)	Les orientations 2020	38

I. Le contexte économique et budgétaire¹

Les éléments de contexte économique et budgétaire présentés ci-dessous, sont les hypothèses que l'Etat avait retenu dans le cadre de la loi de finances 2020 votée fin décembre 2019. Ces éléments ont été complétés avec le scénario lié à la crise sanitaire pris en compte dans les lois de finances rectificatives pour 2020. Ce scénario économique se situe dans un contexte d'incertitude inédit.

A. Une croissance qui fléchirait en 2019 et 2020

En 2018, le PIB a enregistré une croissance nominale de +1,7% contre +2,2% en 2017.
 En euros courants, la croissance atteint 2,5% contre 2,7% en 2017.



Pour les exercices 2019 et 2020, les hypothèses du gouvernement sont respectivement de 1,4% et 1,3%. Ces hypothèses, proches de celles émises par de grands instituts de prévisions ont été jugées atteignables et plausibles par le Haut Conseil des Finances Publiques (HCFP) dans son avis du 23 septembre 2019.

PIB en volume	2019	2020	2021	2022
PLF 2020	+1,4%	+1,3%		
LPFP 2018-2022 (déc 2017)	+1,7%	+1,7%	+1,7%	+1,8%
FMI (juillet 2019)	+1,3%	+1,4%	+1,5%	+1,5%
Commission Européenne (Juillet 2019)	+1,3%	+1,3%		
Banque de France (Septembre 2019)	+1,3%	+1,3%	+1,4%	
Consensus des Banques (sept 2019)	+1,3%	+1,3%	+1,5%	

Néanmoins, la croissance se situerait en dessous du scénario retenu dans la loi de programmation des finances publiques. Ces hypothèses ne tiennent pas compte de l'effet d'un Brexit qui pourrait amputer la croissance française de 0,5% selon le HCFP.

De plus, du fait des mesures de restriction des déplacements et d'ouverture des commerces pour lutter contre la propagation du covid19, le PIB serait en diminution d'au moins 11%. En effet, la consommation des ménages serait fortement contrainte, occasionnant ponctuellement une sur-épargne (ou épargne forcée) pour les ménages. Depuis le 11 mai,

¹ Source : projet de loi de finances 2020

elle redémarre progressivement mais elle ne reviendrait pas complètement à son niveau usuel fin 2020 en raison de contraintes sanitaires dans certains secteurs. L'investissement en construction serait pénalisé par une fermeture quasi-générale des chantiers durant les mesures de restriction.

L'investissement productif serait affecté par la forte incertitude et par le recul de l'activité. Les flux touristiques seraient très réduits en 2020 et ne reviendraient pas à leur niveau antérieur à l'horizon de la fin 2020.

Du côté des échanges commerciaux en biens, les exportations reculeraient en lien avec le recul de l'activité chez nos partenaires de la zone euro et dans le reste du monde.

B. L'inflation resterait limitée en 2020

Les hypothèses du gouvernement associées à la loi de finances sont une inflation limitée à 1,2% en 2020 (même niveau anticipé qu'au titre de 2019). Le recul observé par rapport à 2018 (+1,8%) s'expliquerait essentiellement par la moindre contribution des produits pétroliers. En effet, après avoir nettement augmenté en 2018, le cours du pétrole baisserait légèrement en moyenne annuelle en 2019.

A l'inverse, des tensions sur ces derniers comme par exemple l'effet de la destruction d'infrastructures pétrolières saoudiennes pèserait à la hausse sur l'inflation.

Inflation moyenne annuelle	2019	2020	2021	2022
PLF 2020	+1,2%	+1,2%		
LPFP 2018-2022 (déc 2017)	+1,1%	+1,4%	+1,8%	+1,8%
FMI (juillet 2019)	+1,3%	+1,5%	+1,6%	+1,7%
Commission Européenne (Juillet 2019)	+1,3%	+1,4%		
Banque de France (Septembre 2019)	+1,3%	+1,1%	+1,3%	
Consensus des Banques (sept 2019)	+1,3%	+1,4%	+1,4%	

L'impact de la crise sanitaire actuelle sur l'inflation est très incertain et difficile à évaluer, avec à la fois des effets d'offre et de demande. Dans la prévision, ces deux effets de sens opposés se compenseraient globalement. Néanmoins, le gouvernement table sur une inflation de +0,4% (au lieu de 1,1%) pour 2020 principalement du fait de la baisse du prix du pétrole liée à la chute de la demande. Les aléas sur cette prévision sont très importants.

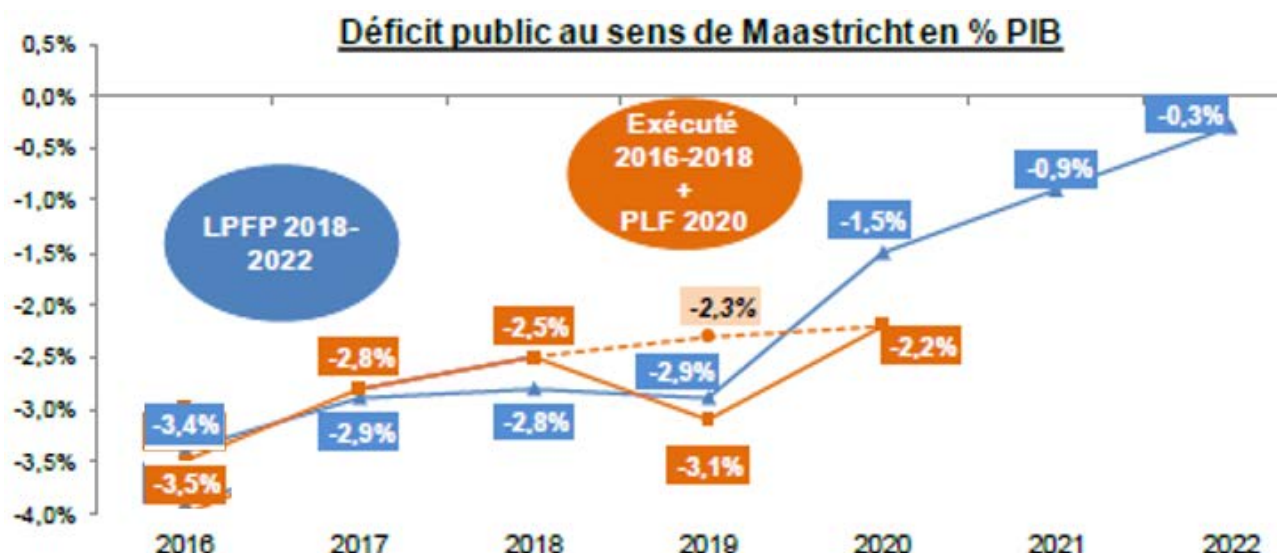
C. Une dégradation confirmée des comptes publics en 2019 et un redressement moins ambitieux en 2020

Le PLF 2020 confirme la dégradation des comptes publics en 2019 avec deux raisons majeures :

1. un coût ponctuel de 20 Md€ lié à la transformation en baisse de charges du CICE (Crédit Impôt pour la Compétitivité et pour l'Emploi).
2. plus de 7 Md€ de mesures nouvelles adoptées le 24 décembre 2018 (loi n° 2018-1213 portant mesures d'urgence économiques et sociales), suite au mouvement des gilets jaunes.

Pour 2020, l'amélioration s'expliquerait par un ralentissement de la progression des dépenses de fonctionnement notamment celles de la Sécurité Sociale et des administrations publiques locales (APUL) en lien pour ces dernières avec le cycle électoral.

Une prévision de déficit public de 3,1% en 2019 et de 2,2% en 2020



Compte tenu du plan massif de lutte contre le covid19 et de la révision des hypothèses de croissance, la prévision de solde public pour 2020, est revue en nette baisse, à - 11,4 % du PIB, contre - 2,2 % prévu dans la LFI pour 2020.

La dégradation du solde par rapport à la loi de finances pour 2020 s'explique par le solde conjoncturel et l'effet des mesures exceptionnelles et temporaires.

Le solde est en particulier affecté par :

- La révision en baisse de la croissance, dans un contexte majeur d'incertitude (-11%) contre +1.3% dans la loi des finances initiales ;
- Les mesures de lutte contre l'épidémie de Covid-19 et de soutien à l'économie, traitées comme mesures exceptionnelles et temporaires soit environ 57 milliards soit -2.3 points du PIB potentiel 2020 ;
- Le solde structurel s'élèverait à - 2,2 % identique au niveau prévu en LFI pour 2020.

II. Loi de finances 2020 – Mesures spécifiques aux collectivités territoriales

A. La stabilisation du montant de la Dotation Globale de Fonctionnement (DGF) 2020

La Dotation Globale de Fonctionnement sera maintenue au niveau de son enveloppe globale de 2019.

La stabilisation du montant global de la DGF ne signifie toutefois pas que chaque collectivité percevra en 2020 un montant de dotation forfaitaire identique à celui perçu en 2019. En effet, les montants individuels pourront être impactés, comme chaque année, par les règles habituelles de calcul de la DGF, et en particulier par l'écrêtement susceptible de s'appliquer à la dotation d'intercommunalité pour financer notamment la hausse de la Dotation de Solidarité Urbaine (DSU) et de la Dotation de Solidarité Rurale (DSR).

En effet, la loi de finances 2020 prévoit le même niveau d'augmentation des enveloppes de péréquation : les dotations de solidarité urbaine (DSU) et de solidarité rurale (DSR) augmenteront chacune, à minima, de 90M€.

Comme en 2019, le financement de la progression des dotations de péréquation est opéré intégralement par écrêtement de la dotation forfaitaire et la dotation de compensation intercommunale, c'est-à-dire par les collectivités elles-mêmes.

Les incitations financières pour encourager la création de communes nouvelles sont assouplies et étendues de manière significative dans le projet de loi de finances 2020.

B. Suppression de la taxe d'habitation pour les résidences principales

La loi de finances pour 2018 a entériné la mise en œuvre d'un engagement présidentiel, avec la suppression progressive de la TH sur la résidence principale pour « 80% des Français », sous condition de revenus. Cette suppression s'est traduite par un dégrèvement de TH pour ces contribuables, progressif dans le temps : 30% en 2018, 65% en 2019, et 100% en 2020. Le dégrèvement étant calculé au taux de TH de 2017, les éventuelles hausses votées par les collectivités restent à la charge des contribuables.

En 2018, l'exécutif a annoncé sa volonté de réformer plus largement la fiscalité locale en supprimant intégralement la TH sur les résidences principales. Le rapport Richard-Bur, remis au Gouvernement en mai 2018, a permis d'esquisser de premiers scénarios en ce sens.

La loi de finances 2020 constitue le dernier étage de la réforme, en prévoyant la mise en œuvre technique de la suppression et ses conséquences pour les contribuables et les collectivités.

Cette suppression s'organise autour :

- de la suppression de la TH sur les résidences principales pour tous les contribuables à compter de 2023 ;
- de l'adaptation de la TH entre 2020 et 2023 ;
- de la mise en place d'un dispositif de compensation ;
- de la création de la Taxe d'habitation sur les résidences secondaires (THRS), qui resteront imposées selon les modalités actuelles ;
- du maintien de la taxe d'habitation sur les logements vacants ;

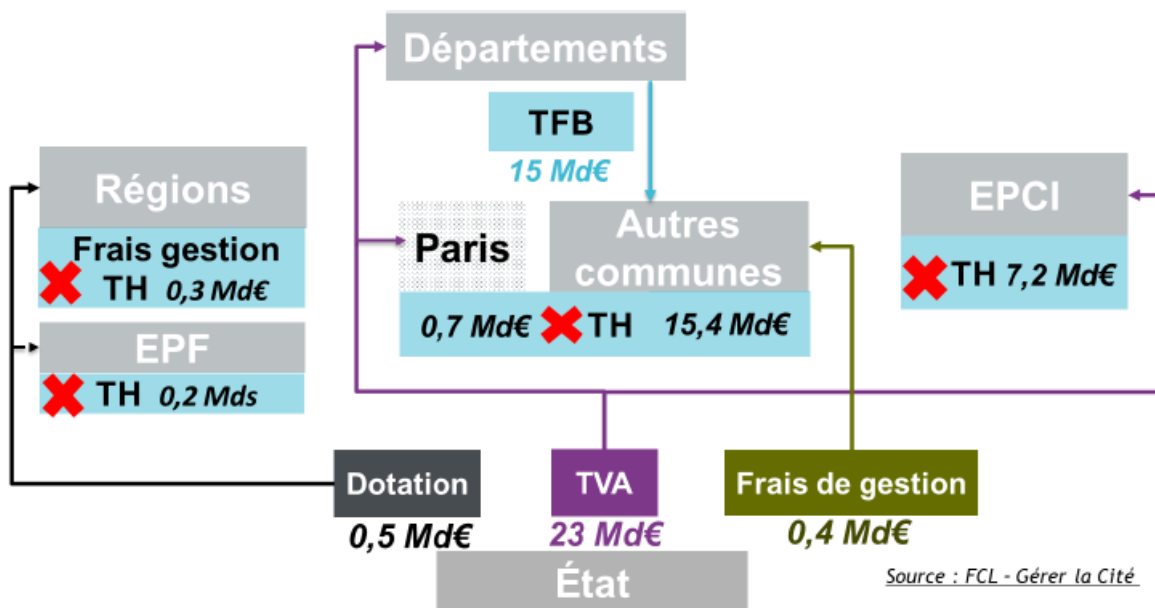
Pour les collectivités, les impacts de cette suppression sont schématiquement les suivants :

- les communes perçoivent en compensation de la perte de TH la part de TFB des départements. Un mécanisme de neutralisation des écarts entre communes est prévu. Ce mécanisme est complété par un abondement de l'État via un transfert de frais de gestion de la fiscalité locale ;
- les EPCI se voient transférer une part de TVA en compensation de la perte de TH ;

- les départements perçoivent eux aussi de la TVA en remplacement de leur part de TFB ;
- les régions perçoivent une dotation d'État en compensation de leurs frais de gestion de TH.

Les collectivités percevront leur nouveau panier de recettes dès 2021.

Le schéma ci-dessous synthétise les transferts prévus.



*EPF : établissement public foncier

Le Gouvernement a opté pour une mise en œuvre en plusieurs étapes de la suppression de la TH sur les résidences principales, qui s'étale de 2020 à 2023.

Pour les collectivités, 2020 est la dernière année de perception de la TH sur les résidences principales. À partir de 2021, celle-ci sera affectée directement à l'État et les collectivités bénéficieront du nouveau panier de ressources.

Côté contribuables, la TH sur les résidences principales aura totalement disparu en 2023.

-2020 : Prise en charge du produit de TH résultant des augmentations de taux de 2018 et 2019 par les collectivités concernées, pour les redevables dégrévés. Cette mesure vise à assurer une absence de cotisations pour les contribuables dégrévés en 2020. En effet, jusque-là, pour un contribuable respectant les conditions de ressources pour être intégralement dégrévé, l'Etat prenait en charge le dégrèvement à concurrence du taux de TH 2017, et le contribuable devait encore s'acquitter de la cotisation liée à l'augmentation de taux depuis 2017.

Plusieurs mesures exceptionnelles sont prises pour cette année pivot, conduisant à figer les équilibres fiscaux en valeur 2019. Ces mesures continuent à s'appliquer en 2021 et 2022, jusqu'à disparition de la TH sur les résidences principales :

- les taux et montants d'abattements appliqués sont identiques à ceux de 2019 ;
- le taux de TH appliqué sur le territoire de la commune ou de l'EPCI est identique à celui de 2019. Les processus de lissage, intégrations fiscales progressives et harmonisation de taux de TH sont suspendus. Les communes et EPCI retrouvent leur pouvoir de taux en 2023 ; il ne portera plus que sur les habitations hors résidences principales ;

- les éventuelles délibérations prises pour une application de la taxe d'habitation sur les logements vacants (THLV) à partir de 2020, 2021 ou 2022 ne s'appliquent qu'à compter de 2023 ;
- les taux de TSE et de taxe Gemapi assis sur la TH ne peuvent être supérieurs aux taux appliqués en 2019. La part de taux dépassant ce plafond est reportée sur les deux taxes foncières et la CFE ;
- la limitation de la revalorisation des bases de TH à hauteur de 0,9%, correspondant à l'évolution sur un an au mois de septembre de l'indice des prix à la consommation (IPC1). Il subsiste donc un manque à gagner pour les collectivités, car l'application de la règle habituelle aurait permis une revalorisation plus importante.

-2021: Le produit de la TH sur les résidences principales est affecté à l'État et les collectivités perçoivent leur nouveau panier de ressources. Les éventuels rôles supplémentaires de TH des années antérieures à 2021 restent acquis aux communes et EPCI concernés.

Le dégrèvement « 80% » est transformé en exonération totale de TH pour les contribuables concernés. De même, pour les contribuables dont les revenus sont situés au-dessus du plafond permettant de bénéficier d'une exonération à 100%, le dégrèvement partiel devient une exonération partielle. Cette transformation permet de prendre acte du fait que le payeur et le bénéficiaire du dégrèvement sont désormais une seule et même personne morale, l'État.

La suppression intégrale de la TH sur les résidences principales pour tous les contribuables est amorcée. Les contribuables dont les revenus sont supérieurs au plafond permettant de bénéficier d'une exonération à 100% se voient appliquer une exonération de 30%.

En complément, les exonérations de TH préexistantes au mécanisme « 80% » sont supprimées (personnes de condition modeste). Ces exonérations continuent cependant à s'appliquer pour la contribution à l'audiovisuel public (CAP) qui était jusque-là adossée à la TH. Les collectivités ne sont pas concernées, cette recette étant perçue par l'État.

-2022 : La suppression progressive de la TH pour les contribuables ne bénéficiant pas ou bénéficiant partiellement de l'exonération « 80% » se poursuit : le taux d'exonération passe de 30 à 65%.

-2023 : La taxe d'habitation sur les résidences principales est supprimée. La TH est désormais due pour tous les locaux meublés affectés à l'habitation, autres que ceux affectés à l'habitation principale. Elle prend le nom de « taxe d'habitation sur les résidences secondaires et autres locaux meublés non affectés à l'habitation principale » (THRS). Continuent donc à être taxés :

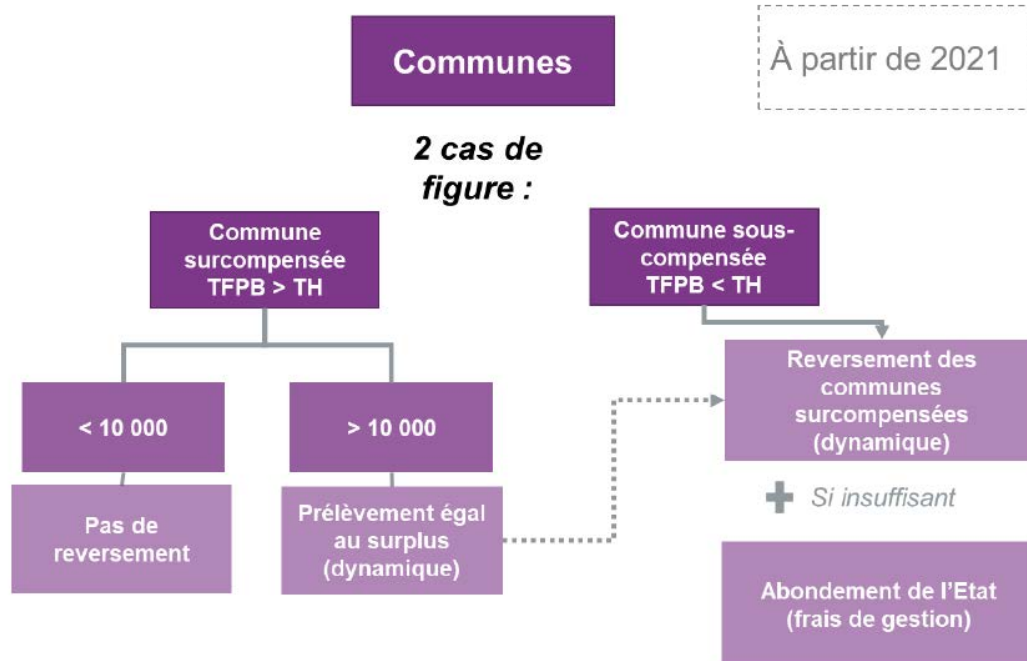
- Les résidences secondaires ;
- Les locaux vacants pour les communes et EPCI levant la taxe d'habitation sur les locaux vacants (THLV) ;
- Les locaux meublés non affectés à l'habitation principale, notamment ceux occupés par des personnes morales.

C. Correction des écarts de compensation de la suppression de la taxe d'habitation

a) Pour les communes : TFB transférée par le département

Le texte introduit un mécanisme correcteur destiné à corriger les écarts de compensation entre la TH perdue et la TFB transférée par le département.

Le schéma ci-dessous synthétise ce mécanisme.



De façon simplifiée :

- il est calculé pour chaque commune l'écart entre la perte de produit de TH et le gain de produit de TFB départemental, en valeur 2020. Cela permet de distinguer des collectivités « gagnantes » (ou surcompensées) et « perdantes » (ou sous-compensées).

- il est calculé pour chaque commune un coefficient correcteur permettant de redresser le futur produit de TFB, en fonction du gain / de la perte de produit. Ce coefficient est inférieur à 1 si la commune est gagnante, et supérieur à 1 si elle est perdante.

Par exemple, si le remplacement de la TH par la TFB départementale occasionne une perte de produit de 10% pour la commune, son futur produit de TFB sera corrigé chaque année à la hausse, à hauteur d'un coefficient de 1,1, soit +10%. À l'inverse, si la commune réalise un gain de produit de 10%, le futur produit sera corrigé d'un coefficient de 0,9.

Ce mécanisme correcteur prend en compte l'évolution des bases, mais pas celle des taux. Si la commune choisit d'augmenter son taux de TFB, la part du produit correspondant à la hausse de taux ne sera pas compensée, ni à la hausse, ni à la baisse.

Les corrections de produit à la hausse sur les communes « sous-compensées » sont financées par le prélèvement sur les communes « surcompensées ». Pour le bouclage du système, un abondement de l'État est prévu, sous forme d'une quote-part de frais de gestion.

Contrairement au système retenu pour la suppression de la TP en 2009, la compensation est dynamique. Elle prend en compte les variations de bases fiscales sur le territoire, et ses volumes sont destinés à varier d'une année à l'autre.

b) Pour les EPCI : affectation d'une fraction de TVA

Cette fraction de TVA est versée à partir de 2021 et calculée sur le produit net de TVA de l'année précédente.

La Compensation de l'EPCI pour perte de TH en N est égale au produit net de TVA N-1 multiplié par le taux de compensation

Taux de compensation =

Base imposée de TH 2020 sur les locaux meublés affectés à l'habitation principale x taux de TH 2017 de l'EPCI
+ Moyenne 2018-2020 des rôles supplémentaires de TH sur les locaux meublés affectés à l'habitation principale de l'EPCI
+ Compensations d'exonération de TH 2020 de l'EPCI
/
Produit net de TVA de 2020

Il est à noter que la compensation s'effectue, comme pour les communes, sur la base du taux de TH de 2017.

La compensation TVA est versée par douzièmes. Une compensation provisoire est calculée en début d'année, et une régularisation est opérée lorsque le produit N-1 définitif est connu.

D. La révision des valeurs locatives des locaux d'habitation (RVLLH) et modifications apportées au système d'évaluation des valeurs locatives dans son ensemble

Les nouvelles valeurs locatives des locaux professionnels sont entrées en vigueur en 2017. La loi de finances pose les grands principes d'une révision similaire dans son esprit pour les valeurs locatives des locaux d'habitation. Au sein de chaque département, une grille tarifaire sera définie en fonction de la catégorie du local et du secteur géographique de la propriété. La taxe d'habitation dans son fonctionnement actuel étant supprimée, ces valeurs locatives serviront pour le calcul de la TFB, la CFE, la TEOM et la taxe d'habitation sur les résidences secondaires et autres locaux meublés non affectés à l'habitation (THRS).

La date d'entrée en vigueur de ces nouvelles valeurs locatives pour le calcul des bases fiscales est fixée à 2026.

Pour rappel, aujourd'hui, les valeurs locatives des locaux d'habitation sont évaluées en valeur 1970. Au sein de chaque commune, chaque local est classé dans une catégorie de référence selon son niveau de confort (de 1 à 8). À chaque catégorie correspond un tarif, qui a été déterminé sur la base des déclarations des propriétaires au moment de l'évaluation. Ce tarif est appliqué à la surface du local, pondéré de différents correctifs en fonction de son niveau d'équipement et de confort. La mise à jour annuelle des valeurs locatives s'effectue par application d'un coefficient de revalorisation forfaitaire, qui correspond depuis 2018 à l'inflation de l'année précédente.

E. Décalage de l'entrée en vigueur de l'automatisation du Fonds de Compensation de la TVA

L'article 258 de la Loi de finances pour 2019 du 28 décembre 2018 prévoyait l'entrée en vigueur du mécanisme de traitement automatisé du FCTVA à compter du 1er janvier 2020.

Le présent article décale l'entrée en vigueur de cette mesure au 1er janvier 2021.

L'Etat avance comme raison de ce décalage le respect de la neutralité budgétaire de l'automatisation.

F. Aménagement de la procédure de délibération des tarifs de taxe sur l'électricité

Actuellement, les tarifs des taxes locales sur la consommation d'électricité doivent être votés avant le 1er octobre. Cette date se révèle trop tardive pour fiabiliser les données nécessaires aux redevables pour l'établissement de leur facture. Cet article avance cette date au 1er

juillet, permettant de vérifier le montant des tarifs avant leur entrée en vigueur, évitant aux opérateurs l'envoi de factures rectificatives.

G. Exonération de contribution économique territoriale (CET) et de taxe foncière sur les propriétés bâties (TFPB) pour les entreprises commerciales ou artisanales situées dans les zones de revitalisation des centres-villes.

La loi de finances (LFI) institue une exonération facultative de contribution économique territoriale (CET) et de TFB, applicable aux PME exerçant une activité commerciale ou industrielle dans les « zones de revitalisation des centres-villes ».

La loi Elan de 2018 a créé les opérations de revitalisation de territoire (ORT), un dispositif contractuel entre l'État et les collectivités destiné à améliorer l'attractivité des villes moyennes. Les conventions d'ORT définissent les projets à mettre en œuvre ainsi que des secteurs d'intervention.

La LFI prévoit le classement en « zone de revitalisation des centres-villes » des secteurs d'intervention qui remplissent les conditions suivantes :

- La commune a conclu une convention d'opération de revitalisation de territoire prévoyant des actions en matière d'aménagement des espaces et des équipements publics de proximité, de modernisation/création d'activités ou d'actions économiques, ou bien d'extension/transformation/reconversion de surfaces commerciales ou artisanales. La convention doit avoir été signée avant le 1er octobre de l'année qui précède celle de la première exonération. Par dérogation, pour l'institution de l'exonération en 2020, la convention doit avoir été signée au plus tard le 21 janvier 2020. La date limite de délibération en ce sens est fixée au même jour.

- Le revenu fiscal par unité de consommation médian de la commune est inférieur à la médiane nationale des revenus.

Le classement des communes dans cette zone est établi chaque année.

Ce dispositif d'exonération vaut pour les années 2020 à 2023.

Pour l'année 2020, les communes concernées devront délibérer avant le 21 janvier 2020. Pour les années 2021 à 2023, les règles applicables sont celles de l'article 1639 A bis du CGI qui prévoient une adoption des délibérations sur les produits d'impositions avant le 1er octobre de l'année précédant l'année d'imposition.

Pour pouvoir bénéficier de l'exonération, les entreprises doivent faire la demande au plus tard le deuxième jour ouvré suivant le 1er mai de l'année précédant celle de l'imposition (article 1477 du CGI). À titre exceptionnel pour l'année 2020, la demande d'exonération peut intervenir jusqu'au 29 février 2020.

S'agissant d'exonérations facultatives, elles ne sont en principe pas compensées par l'État. Une compensation est néanmoins introduite pour les exonérations de l'article 110 uniquement, correspondant à un tiers de la perte de produit pour la commune / l'EPCI.

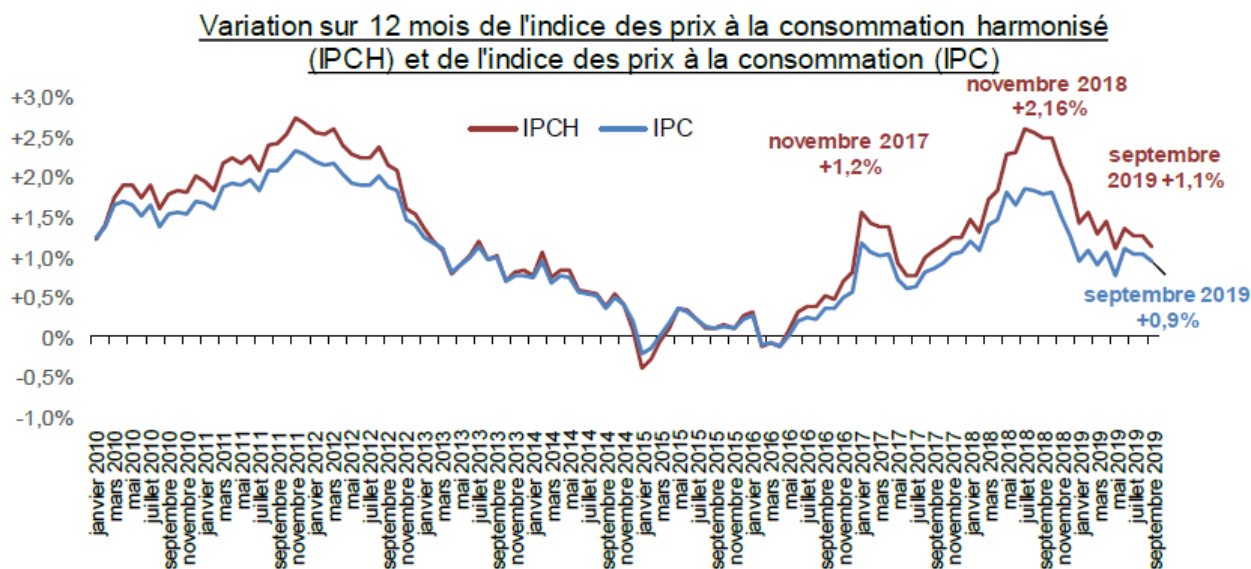
H. Élargissement de l'assiette des dépenses éligibles au FCTVA en fonctionnement

Depuis 2016, sont éligibles au FCTVA les dépenses de fonctionnement des collectivités pour l'entretien des bâtiments publics et la voirie. À partir du 1er janvier 2020, cette éligibilité sera étendue à l'entretien des réseaux. Le texte n'apporte pas de précisions quant à la nature des réseaux qui peuvent être concernés.

I. La revalorisation forfaitaire des valeurs locatives pour 2020

Depuis 2018, la revalorisation forfaitaire des valeurs locatives est automatiquement indexée sur la variation sur un an au mois de novembre de l'indice des prix à la consommation harmonisé (IPCH).

On observe depuis janvier 2019 un net ralentissement du niveau d'inflation qui pèsera sur la revalorisation forfaitaire des bases.



Après +2,2% en 2019, la revalorisation forfaitaire des valeurs locatives devrait retrouver un niveau proche de celui de 2018, autour de +1,2%/+1,3%. Cela concernera les bases de TFB, TFNB et CFE.

À noter qu'à compter de 2019, cette revalorisation forfaitaire ne s'applique pas aux locaux professionnels et commerciaux concernés par la réforme des valeurs locatives en 2017 pour lesquels c'est l'évolution moyenne des tarifs par catégorie et département qui sert à l'indexation.

Les bases de TH dans le cadre de la suppression annoncée, seront quant à elles revalorisées à hauteur de 0,9%. Il subsiste donc un manque à gagner pour les collectivités, car l'application de la règle habituelle aurait permis une revalorisation plus importante.

III. La situation financière de la collectivité fin 2019

Pour permettre le suivi de l'évolution de la situation financière de la ville, nous allons analyser les points suivants :

- les ressources de fonctionnement ;
- les dépenses de fonctionnement ;
- l'évolution du taux d'épargne brute ;
- l'évolution des dépenses d'équipement ;
- la gestion de la dette.

A. Les ressources de fonctionnement

a) La vue d'ensemble de l'évolution des recettes de gestion

	2014	2015	2016	2017	2018	2019	Evol. Moyenne 2014-2019
Total 013 - ATTENUATIONS DE CHARGES	2 284 K€	883 K€	757 K€	833 K€	748 K€	679 K€	-21,6%
	14,8%	-61,4%	-14,2%	9,9%	-10,1%	-9,3%	
Total 70 - PRODUITS DE SERVICES	2 357 K€	1 450 K€	1 303 K€	1 137 K€	1 432 K€	1 476 K€	-8,9%
	-15,4%	-38,5%	-10,1%	-12,7%	25,9%	3,0%	
731 - Impôts locaux	19 355 K€	20 057 K€	20 262 K€	20 566 K€	21 008 K€	21 468 K€	2,1%
7318 - Rôles complémentaires impôts	73 K€	35 K€	681 K€	14 K€	334 K€	55 K€	-5,6%
732 - Fiscalité reversée	5 042 K€	3 790 K€	3 790 K€	3 636 K€	3 355 K€	3 398 K€	-7,6%
Autres taxes	2 381 K€	2 289 K€	2 681 K€	2 785 K€	2 952 K€	3 057 K€	5,1%
Total 73 - IMPOTS ET TAXES	26 852 K€	26 172 K€	27 413 K€	27 000 K€	27 650 K€	27 978 K€	0,8%
	-2,2%	-2,5%	4,7%	-1,5%	2,4%	1,2%	
7411 - dotation forfaitaire	5 158 K€	4 333 K€	3 576 K€	3 196 K€	3 253 K€	3 205 K€	-9,1%
	-6,3%	-16,0%	-17,5%	-10,6%	1,8%	-1,5%	-25,3%
74123 - dotation de solidarité urbaine	669 K€	675 K€	682 K€	802 K€	880 K€	946 K€	7,2%
74127 - dotation nationale de péréquation	200 K€	240 K€	288 K€	345 K€	415 K€	373 K€	13,3%
Autres dotations	1 396 K€	1 437 K€	1 306 K€	415 K€	1 588 K€	1 658 K€	3,5%
Total 74 - DOTATIONS ET PARTICIPATIONS	7 423 K€	6 685 K€	5 852 K€	5 935 K€	6 135 K€	6 183 K€	-3,6%
	-4,6%	-9,9%	-12,5%	1,4%	3,4%	0,8%	
Total 75 - AUTRES PRODUITS	805 K€	1 110 K€	1 309 K€	1 300 K€	1 312 K€	877 K€	1,7%
	-20,7%	37,9%	17,9%	-0,6%	0,9%	-33,1%	
Total Recettes de gestion	39 720 K€	36 299 K€	36 634 K€	36 205 K€	37 278 K€	37 192 K€	-1,3%
	-3,2%	-8,6%	0,9%	-1,2%	3,0%	-0,2%	

Sur la période, les recettes diminuent en moyenne de 1.3% compte tenu du transfert du périscolaire en 2014, du transfert des compétences « promotion du tourisme » et « plan local d'urbanisme » en 2017, du transfert des compétences « ZAE » et « GEMAPI » en 2018 et par conséquent, de la baisse de l'attribution de compensation versée par Montélimar Agglomération.

Les recettes sont également impactées par une baisse sans précédent des dotations de l'État depuis 2014 pour contribuer au redressement des comptes publics.

Ces baisses sont atténuées par le dynamisme de notre territoire qui a permis une évolution moyenne de +2.1% des ressources fiscales sans augmentation des taux d'imposition depuis 2002.

b) L'évolution de la dotation forfaitaire

	2014	2015	2016	2017	2018	2019
Population DGF	37 116	37 476	38 494	38 984	40 149	40 383
	+85 hab	+360 hab	+1 018 hab	+490 hab	+1 165 hab	+234 hab
	+ 0,23%	+ 0,97%	+ 2,72%	+ 1,27%	+ 2,99%	+ 0,58%
Part dynamique de la population		39,9K€	113,2K€	54,6K€	130,1K€	26,1K€
		110,91 € /hab	111,20 € /hab	111,33 € /hab	111,65 € /hab	111,71 € /hab
Ecretement		-114,8 K€	-130,0 K€	-98,8 K€	-72,8 K€	-73,5 K€
Dotation forfaitaire avant CRFP	5 466,8K€	5 392,5K€	5 375,7K€	5 331,4K€	5 388,7K€	5 340,8K€
Participation redress. Comptes publi	-308,6K€	-1 059,5K€	-1 799,9K€	-2 135,4K€	-2 135,4K€	-2 135,4K€
variation	-308,6K€	-750,9K€	-740,4K€	-335,5K€	0,0K€	0,0K€
Dotation forfaitaire	5 158,2K€	4 333,0K€	3 575,8K€	3 196,0K€	3 253,3K€	3 205,4K€
	-345,1K€	-825,2K€	-757,2K€	-379,8K€	57,3K€	-47,8K€
		-16,00%	-17,48%	-10,62%	1,79%	-1,47%
Montant de référence 2014	5 158,2K€	5 158,2K€	5 158,2K€	5 158,2K€	5 158,2K€	5 158,2K€
Baisse de ressource	0,0K€	-825,2K€	-1 582,4K€	-1 962,2K€	-1 905,0K€	-1 952,8K€
Total Baisse cumulée						-8 227,6K€

La dotation forfaitaire, principal concours versé par l'État, enregistre une diminution drastique depuis 2014.

Cette réduction est due essentiellement à la participation pour le redressement des comptes publics (- 2 135K€ en variation entre 2013 et 2018). De 2018, la contribution au redressement des comptes publics est figée à - 2 135K€ par an.

La baisse cumulé sur 5 ans de la dotation forfaitaire représente plus de 8.2M€.

En prenant en compte les dotations de péréquation (DNP et DSU), la dotation globale de fonctionnement est passée de 6 027K€ à 4 524.9K€ fin 2019

	2014	2015	2016	2017	2018	2019
Dotation forfaitaire	5 158,2K€	4 333,0K€	3 575,8K€	3 196,0K€	3 253,3K€	3 205,4K€
Dotation nationale de péréquation	199,9K€	239,9K€	287,9K€	345,4K€	414,6K€	373,1K€
Dotation de solidarité urbaine	669,2K€	675,2K€	681,9K€	801,9K€	880,0K€	946,3K€
Total DGF	6 027,3K€	5 248,1K€	4 545,6K€	4 343,3K€	4 547,9K€	4 524,9K€

A titre de comparaison, la DGF de la ville (dotation forfaitaire et dotation de péréquation) est largement inférieure à la moyenne nationale et à celle des 2 communes prises en référence.

DGF globale		2014	2015	2016	2017	2018	2019
DGF globale	Montélimar	164 €/ hab.	141 €/ hab.	120 €/ hab.	113 €/ hab.	115 €/ hab.	113 €/ hab.
	Moyenne Nationale	257 €/ hab.	235 €/ hab.	211 €/ hab.	198 €/ hab.	199 €/ hab.	nc
	Ecart par rapport à la moy.	-36%	-40%	-43%	-43%	-42%	
	Valence	250 €/ hab.	224 €/ hab.	195 €/ hab.	185 €/ hab.	190 €/ hab.	nc
	Romans	228 €/ hab.	205 €/ hab.	180 €/ hab.	172 €/ hab.	172 €/ hab.	nc

Source : DGCL

Il apparaît que le poids de l'histoire et les composantes figées dans l'architecture de la DGF pèsent aujourd'hui sur la ville de Montélimar de manière injuste par rapport à la moyenne des communes de sa strate démographique.

Historiquement, le législateur a souhaité privilégier le facteur démographique pour la répartition de la dotation forfaitaire, en favorisant les communes les plus peuplées au travers de leur dotation de base.

Toutefois les multiples réformes de la DGF depuis sa création en 1979, sont venues figer, par l'introduction de «garanties de non-baisse» des montants distribués, une situation qui s'avère être défavorable à la ville.

De fait, le «complément de garantie» de la commune introduit en 2005 pour compenser les effets de la réforme de la DGF de 2004 est historiquement faible, et pèse encore aujourd'hui sur le montant de la dotation forfaitaire de Montélimar.

Ainsi, toute proposition de réforme de la DGF allant dans le sens d'une «remise à plat» de la part «historique» de la dotation forfaitaire ne peut qu'être favorable à la ville ; elle est en effet aujourd'hui clairement désavantagée par son héritage.

c) L'évolution de la fiscalité reversée par la Communauté d'Agglomération

Le mécanisme des attributions de compensation (AC) a pour objet de garantir la neutralité budgétaire des transferts de ressources opérés lorsqu'un établissement public de coopération intercommunale (EPCI) opte pour le régime de la fiscalité professionnelle unique (anciennement taxe professionnelle unique) et lors de chaque transfert de compétence entre l'EPCI et ses communes membres.

A travers l'attribution de compensation, l'EPCI a vocation à reverser à la commune le montant des produits de fiscalité professionnelle perçus par cette dernière, l'année précédant celle de la première application du régime de la FPU, en tenant compte du montant des transferts de charges opérés entre l'EPCI et la commune, calculé par la commission locale d'évaluation des charges transférées (CLECT).

Pour rappel, en 2005, la communauté de communes la Sésame, devenue la CA Montélimar Agglomération, s'est substituée à la ville pour la perception de la taxe professionnelle d'un montant de 13 635K€. En 2018, le montant de l'AC versé par la CA Montélimar Agglomération ressort à 4 178K€, en baisse par rapport à 2017 compte tenu du transfert de la compétence ZAE et GEMAPI. En 2019, le montant est identique à 2018.

Depuis 2005, le montant cumulé des dépenses nettes liées aux compétences transférées à l'agglomération est de (13 635 – 4178) 9 457K€.

	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019
AC année N-1	6 593 K€	6 593 K€	5 754 K€	4 437 K€	4 437 K€	4 398 K€	4 178 K€
Transfert périscolaire		-838 K€	-1 317 K€				
Transfert Promotion du tourisme					29 K€		
Transfert PLU					-68 K€	-23 K€	
Transfert ZAE						-182 K€	
Transfert Gemapi						-15 K€	
AC année N	6 593 K€	5 754 K€	4 437 K€	4 437 K€	4 398 K€	4 178 K€	4 178 K€

	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019
Effets financiers des services communs	-1 016 K€	-1 047 K€	-982 K€	-982 K€	-1 097 K€	-1 157 K€	-1 114 K€
Dotation de solidarité communautaire (DSC)	205 K€	205 K€	205 K€	205 K€	205 K€	205 K€	205 K€
Total Montant reversé par l'Agglo	5 782 K€	4 913 K€	3 660 K€	3 660 K€	3 506 K€	3 226 K€	3 268 K€
Variation en €		-869 K€	-1 253 K€	0 K€	-154 K€	-280 K€	43 K€

De plus, les effets financiers des services communs (finances, RH, affaires juridiques et archives) sont imputés sur l'attribution de compensation conformément à la convention délibérée le 30 mars 2015. Cette convention prévoit un montant à rembourser à l'agglomération estimé à 982 050 € et est réajusté en fonction des dépenses réellement constatées au compte administratif de l'agglomération.

La ville reçoit également une dotation de solidarité communautaire de 205K€ par an. Au global en 2019, l'agglomération a reversé 3 268K€ à la ville soit +43K€ par rapport à 2018.

B. Les dépenses de fonctionnement

a) La vue d'ensemble de l'évolution des dépenses de gestion

	2014	2015	2016	2017	2018	2019	Evol. Moyenne 2014-2019
Fluides (EDF, GDF, carburant)	1 966 K€ -4,5%	2 042 K€ 3,8%	1 919 K€ -6,0%	1 956 K€ 1,9%	1 848 K€ -5,5%	2 007 K€ 8,6%	0,4%
Contrats de prestations de services (restauration scolaire)	1 827 K€ 2,7%	1 705 K€ -6,7%	1 822 K€ 6,8%	1 861 K€ 2,2%	1 864 K€ 0,2%	1 823 K€ -2,2%	0,0%
Entretien et réparations (voirie, bât, matériel...)	3 072 K€ 3,4%	2 943 K€ -4,2%	3 032 K€ 3,0%	3 179 K€ 4,8%	3 196 K€ 0,5%	3 486 K€ 9,1%	2,6%
Frais postaux et frais de télécommunications	270 K€ -7,6%	256 K€ -5,2%	229 K€ -10,7%	211 K€ -7,5%	215 K€ 1,8%	201 K€ -6,7%	-5,8%
Autres	4 838 K€ -12,2%	4 306 K€ -11,0%	4 614 K€ 7,2%	4 358 K€ -5,6%	4 417 K€ 1,4%	4 838 K€ 9,5%	0,0%
011 - CHARGES A CARACTERE GENERAL	11 974 K€ -5,1%	11 252 K€ -6,0%	11 615 K€ 3,2%	11 565 K€ -0,4%	11 540 K€ -0,2%	12 354 K€ 7,1%	0,6%
012 - CHARGES DE PERSONNEL	19 289 K€ -1,4%	15 715 K€ -18,5%	14 408 K€ -8,3%	14 569 K€ 1,1%	14 263 K€ -2,1%	14 946 K€ 4,8%	-5,0%
014 - ATTENUATIONS DE PRODUITS (FPIC)	240 K€ 29,9%	322 K€ 34,1%	447 K€ 38,6%	508 K€ 13,7%	465 K€ -8,4%	462 K€ -0,7%	14,0%
65 - AUTRES CHARGES DE GESTION	4 174 K€ 1,8%	3 939 K€ -5,6%	3 598 K€ -8,6%	3 553 K€ -1,3%	3 579 K€ 0,7%	3 590 K€ 0,3%	-3,0%
Dépenses de gestion	35 677 K€ -2,2%	31 229 K€ -12,5%	30 069 K€ -3,7%	30 195 K€ 0,4%	29 847 K€ -1,2%	31 352 K€ 5,0%	-2,6%

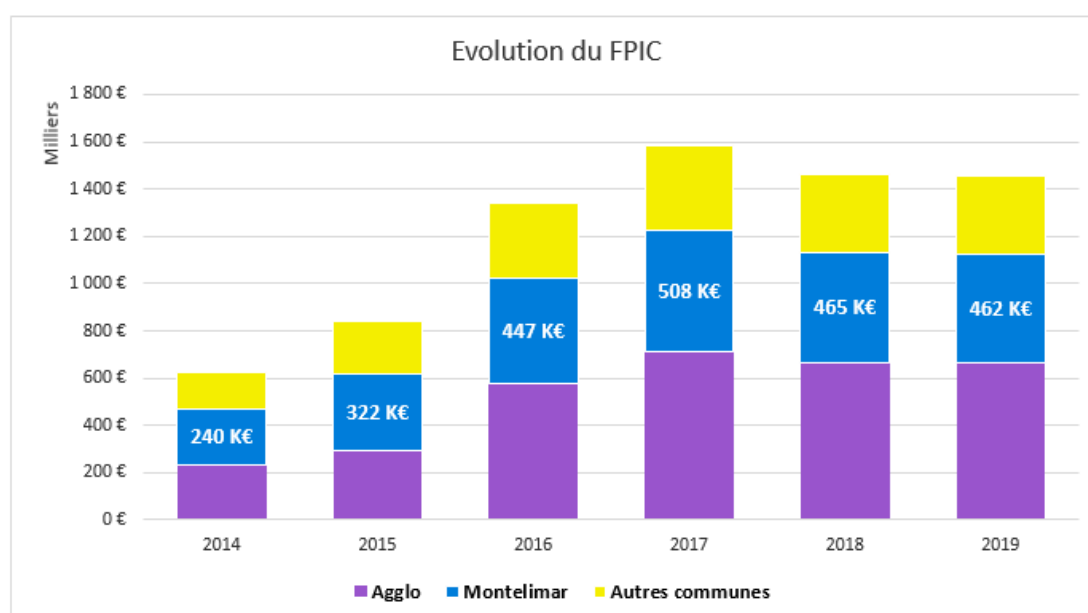
Sur la période, les dépenses diminuent en moyenne de 2.6% et ce, malgré la montée en puissance du prélèvement au titre du Fonds national de Péréquation des ressources Intercommunales et Communales (FPIC).

Cette baisse est liée au transfert du périscolaire en 2014, du transfert des compétences « promotion du tourisme » et « plan local d'urbanisme » en 2017, du transfert des compétences « ZAE » et « GEMAPI » en 2018 et aux efforts de gestion générés par l'ensemble des services.

Les économies ont été engendrées par :

- la maîtrise de la masse salariale et l'augmentation de la productivité des agents ;
- l'optimisation des frais postaux et téléphoniques (-5.8% en moyenne par an) ;
- la modernisation de l'éclairage public (utilisation de LED) ;
- la renégociation et la mise en concurrence de certains contrats (contrat de nettoyage de la voirie, du nettoyage des écoles....).

Cette baisse a été limitée par la montée en puissance du Fonds national de Péréquation des ressources Intercommunales et Communales (FPIC).



Le montant global prélevé par l'État entre 2014 et 2019 est de 2 445K€.

b) La gestion des ressources humaines

❖ Evolution des dépenses de personnel depuis 2014

	2014	2015	2016	2017	2018	2019	Evol. Moyenne 2014-2019
621 - Personnel extérieur	174 K€	238 K€	285 K€	270 K€	230 K€	148 K€	-3,1%
633 - Taxes et versements assimilés	221 K€	245 K€	217 K€	218 K€	217 K€	228 K€	0,6%
641 - Rémunération du personnel	13 457 K€	10 761 K€	9 837 K€	10 000 K€	9 919 K€	10 489 K€	-4,9%
645 - Charges de sécurité sociale	5 118 K€	4 215 K€	3 828 K€	3 850 K€	3 662 K€	3 766 K€	-6,0%
647 - Autres charges sociales	33 K€	24 K€	23 K€	20 K€	20 K€	23 K€	-7,0%
648 - Autres charges (chèques déjeuners)	286 K€	233 K€	218 K€	211 K€	215 K€	291 K€	0,4%
Total général	19 289 K€	15 715 K€	14 408 K€	14 569 K€	14 263 K€	14 946 K€	-5,0%
Variation	-1,4%	-18,5%	-8,3%	1,1%	-2,1%	4,8%	
% des dépenses de fct	52%	48%	46,3%	46,4%	46,1%	46,1%	

En moyenne sur la période, les dépenses de personnel ont baissé de 5%.

Sur la période, les évolutions s'expliquent par :

- la mise en œuvre de mesures nationales qui s'imposent à la commune en matière d'emploi et de carrière, d'augmentation des cotisations,
- la mise en œuvre de mesures gouvernementales et notamment la poursuite du PPCR (parcours professionnel des carrières et des rémunérations),
- le glissement vieillesse technicité (GVT) du personnel municipal,
- le transfert du personnel à l'agglomération lié aux compétences transférées (périscolaire, PLU...),
- le non renouvellement à leur échéance de 20 contrats en 2016.

En 2019, les dépenses de personnel ont augmenté de 4,8%. Elles représentent 46.1% du budget de fonctionnement.

Cette évolution est due à de nouveaux recrutements tout au long de l'année 2019, pour environ 2,5% d'augmentation de la masse salariale, et notamment :

- 6 policiers municipaux
- 1 chef de projet pour le centre municipal de santé
- 1 chef de projet cœur de ville
- 2 agents à la petite voirie / propreté
- 6 agents pour le service urbanisme et foncier, anciennement affecté sur l'agglomération.

Par ailleurs, on notera la mise en œuvre du PPCR, qui consacre la revalorisation, en 2019, de nombreux agents de catégorie C, entraînant de facto une augmentation de 1,01% de la masse salariale, au vu du nombre important d'agents dans cette catégorie, de même que ce qu'il est convenu d'appeler le GVT (glissement vieillesse technicité) estimé à 0,48 % sur l'année 2019.

L'exécution 2019 laisse apparaître un delta disponible de 272 K€. Cette somme correspond :

- Au décalage dans l'année des recrutements en cours, pour près de 128 K€, et notamment à la police municipale pour plus de 110 K€, en raison de la difficulté à raccourcir le délai de mutation d'un agent, actuellement compris entre 3 et 6 mois entre la date où la vacance de poste est lancée et le jour où l'agent est recruté.
- L'impact des agents qui sont en maladie depuis plus de 3 mois et qui passent automatiquement à demi-traitement, ceci représentant près de 75 K€, chiffre constant d'année en année. La mise en œuvre de la journée de carence, pour environ 30K€ par an de retenue sur rémunération
- 25K€ sont dû au reversement au fond national de compensation du supplément familial de traitement, qui est passé de 30 900 à 6 500€
- Enfin, environ 10 K€ d'économies ont été générés par le changement d'assureur au titre du risque statutaire (couverture des accidents du travail et agent en longue ou grave maladie)

❖ Evolution du nombre d'agents

L'évolution des effectifs pour 2019 fait apparaître un solde positif de + 22 agents, correspondant à + 19,43 équivalent temps plein.

Les évolutions sont principalement à la police municipale et vidéo-protection : + 8 agents, à l'urbanisme et foncier + 6 agents, à la propreté +2, aux espaces verts et à la voirie +4, au guichet unique +2.

Compte tenu du fait que nombre des emplois n'avait pas été remplacés fin 2018, et notamment à la voirie et à la propreté, le solde réel est de + 18 agents.

Les effectifs au 31/12/2019 sont de 392 agents, pour 360,64 ETP. Le taux d'emploi est donc de 92%.

❖ Structure des départs à la retraite

L'âge moyen de départ à la retraite constaté sur les 12 derniers mois est assez élevé. Les agents attendent le dernier moment pour partir compte tenu du souhait de nombre d'agents de pouvoir bénéficier d'une meilleure couverture de rémunération des départs à la retraite. Cet âge moyen est passé de 62,5 à 63,2 ans.

Pour l'année à venir, on notera que 20 agents ont plus de 62 ans et sont susceptibles de partir à la retraite.

C. L'évolution du ratio de rigidité des charges structurelles

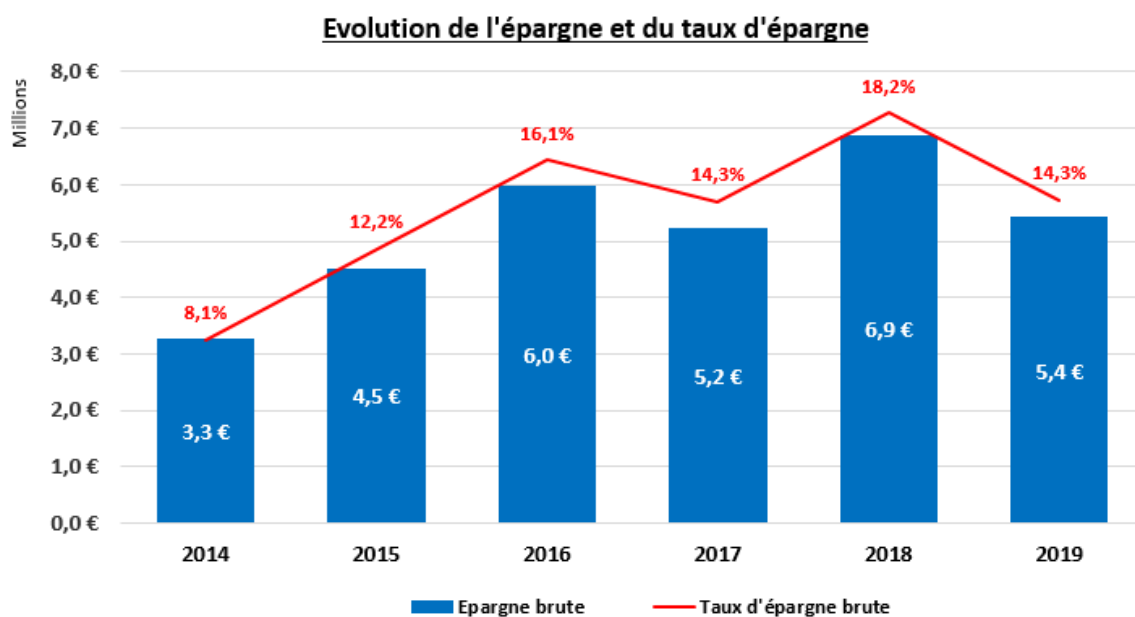
Le ratio de rigidité des charges structurelles se calcule en ajoutant les frais de personnel et l'annuité de la dette, puis en divisant la somme ainsi obtenue par les recettes réelles de fonctionnement. Cet indicateur mesure le poids des charges structurelles rigides (dépenses obligatoires). Une proportion trop importante limite, en effet, les marges de manœuvre de la collectivité.

	2014	2015	2016	2017	2018	2019
Charges de personnel	19 289 K€	15 715 K€	14 408 K€	14 569 K€	14 263 K€	14 946 K€
Annuité de dette	4 676 K€	4 656 K€	5 036 K€	4 398 K€	4 421 K€	4 369 K€
Recettes réelles de fct (hors cessions)	40 416 K€	36 986 K€	37 119 K€	36 600 K€	37 784 K€	37 841 K€
Ratio de rigidité	0,59	0,55	0,52	0,52	0,49	0,51

Le poids des charges structurelles rigides est en diminution sur la période grâce à la maîtrise des charges de personnel. Le ratio est passé de 59% à 51%. Fin 2019, la collectivité peut donc agir sur 49% de ses dépenses dans le cas où elle aurait besoin de marges de manœuvre supplémentaires.

D. L'évolution de l'épargne et du taux d'épargne brute (épargne brute / recettes réelles de fonctionnement)

Ce ratio indique la part des recettes de fonctionnement qui peut être consacrée à l'investissement ou au remboursement de la dette. Il s'agit de la part des recettes de fonctionnement qui n'est pas absorbée par les dépenses récurrentes de fonctionnement.



Depuis 2013, l'épargne dégagée s'améliore compte tenu de l'évolution des dépenses et des recettes commentées dans les paragraphes ci-dessus.

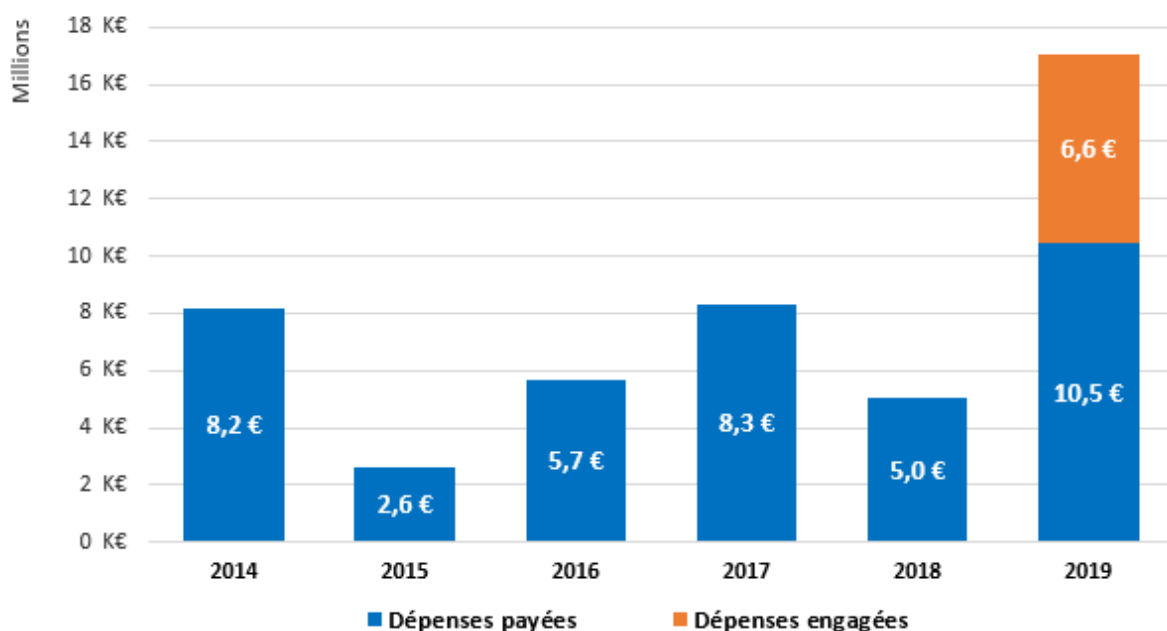
Le contrôle et la maîtrise des dépenses de fonctionnement ont permis de dégager une capacité d'autofinancement importante pour soutenir l'activité économique par l'investissement.

En 2017, l'épargne est en légère baisse compte tenu du nouveau prélèvement au titre de la participation au redressement des comptes publics et de la non perception du rôle complémentaire exceptionnel de 600K€ encaissé en 2016.

Fin 2018, l'épargne atteint son plus haut niveau de la période et permet ainsi de réduire l'endettement de la commune.

Fin 2019, l'épargne est en baisse compte de l'augmentation des effectifs notamment à la police municipale, aux dépenses spécifiques liées l'action « cœur de ville » et à l'organisation du banquet républicain.

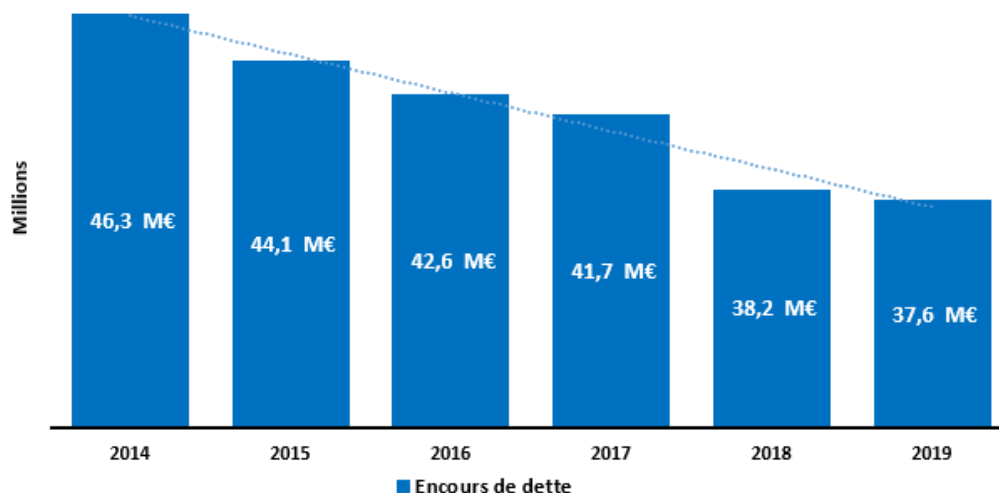
E. L'évolution des dépenses d'équipement



Le niveau de l'investissement est lié au cycle électoral mais également aux contraintes financières (évolution des dotations de l'Etat, de la fiscalité, des dépenses de fonctionnement...). Grâce aux efforts de gestion, la commune a pu injecter plus de 46.9M€ en cumulé depuis 2014 dans l'économie locale.

F. La gestion de la dette

a) L'évolution de l'encours de dette



2014	2015	2016	2017	2018	2019
1 262 €/hab.	1 189 €/hab.	1 121 €/hab.	1 083 €/hab.	963 €/hab.	942 €/hab.
Variation	-5,8%	-5,8%	-3,4%	-11,1%	-2,1%

Evol. Moyenne
-5,7%

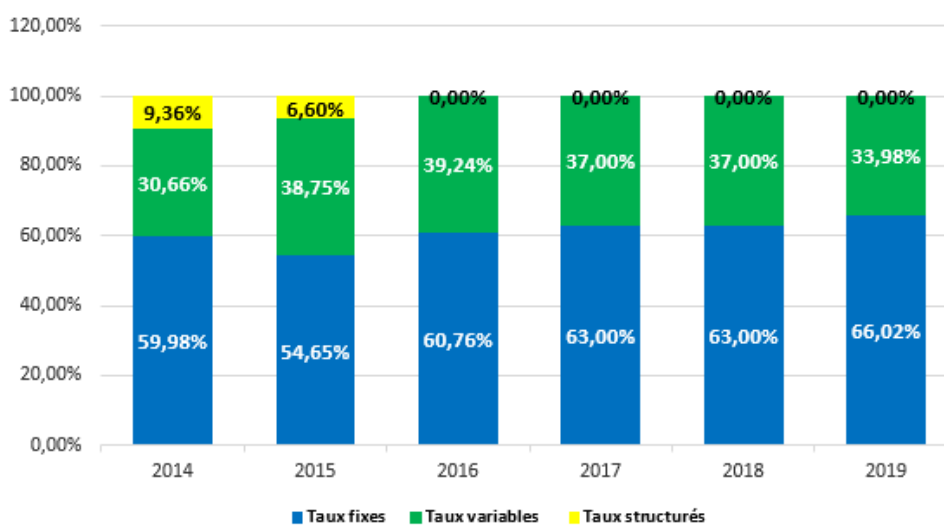
Moyenne de la strate

2014	2015	2016	2017	2018	2019
1 100 €/hab.	1 109 €/hab.	1 095 €/hab.	1 063 €/hab.	1 036 €/hab.	nc
Variation	0,8%	-1,3%	-2,9%	-2,5%	

Evol. Moyenne
-1,5%

Sur la période, la dette a diminué, en moyenne de 5.7%. En 2019, la dette par habitant a baissé à nouveau de 2.1% et ce, même si le niveau d'investissement reste élevé. Elle ressort à **942€/hab.** et est inférieure à la moyenne de la strate (**1 036€/hab.** en 2018).

b) La répartition de la dette par types de taux



L'intérêt d'une gestion active de la dette est de piloter le volume des frais financiers et de réduire l'exposition de la dette aux risques de taux.

Afin de répartir ces risques et de sécuriser sa dette, la ville de Montélimar a diversifié le plus possible son encours de dette.

Fin 2019, la ville dispose d'un socle à taux fixe de 66% dans son encours de dette. La part du socle à taux variable est de 34% et a permis de profiter du niveau historiquement bas de ces taux.

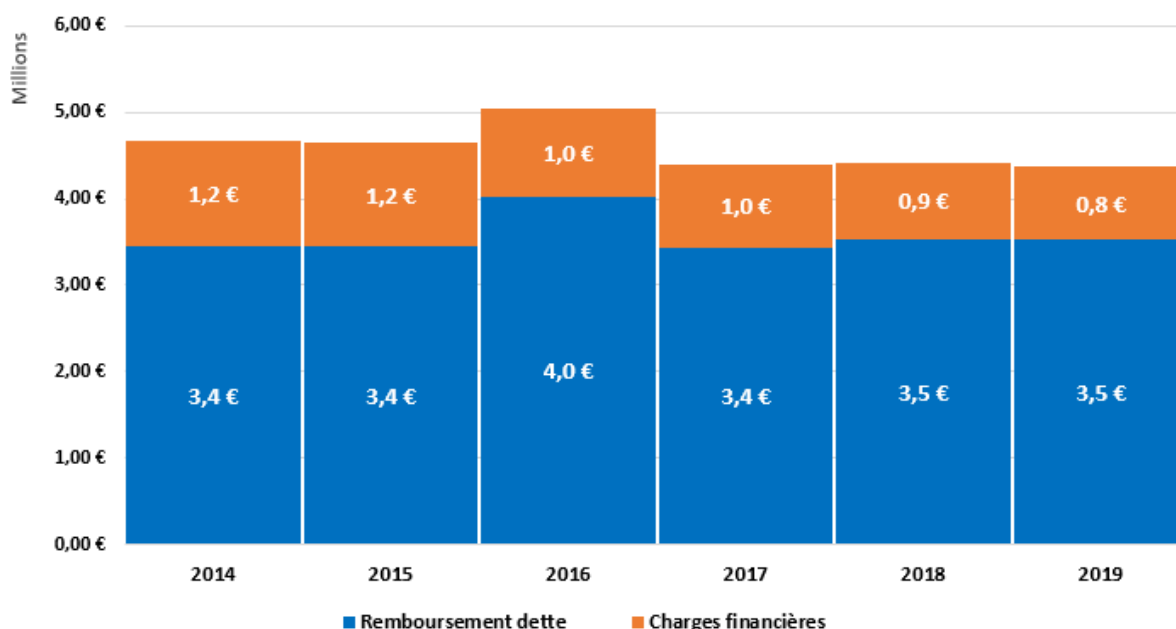
c) L'évolution du coût de la dette

	2014	2015	2016	2017	2018	2019
Taux moyen fixe	3,77%	3,70%	3,54%	3,42%	3,30%	3,23%
Taux moyen variable	0,49%	0,61%	0,50%	0,40%	0,40%	0,41%
Taux moyen structuré	3,80%	3,80%	3,81%	0,00%	0,00%	0,00%
Taux moyen de l'exercice	2,76%	2,53%	2,35%	2,26%	2,22%	2,21%
Charges financières	1 233 K€	1 209 K€	1 013 K€	959 K€	896 K€	835 K€
Variat.	3,9%	-1,9%	-16,2%	-5,3%	-6,6%	-6,7%

La répartition optimale entre taux fixe et taux variable a permis de profiter des opportunités de marché et par conséquent, de maîtriser les intérêts payés. Le taux d'intérêt moyen est resté inférieur à 3% sur la période.

En 2019, la charge de dette a baissé de 6.7% soit -61K€ par rapport à 2018. Entre 2014 et 2019, la charge financière a baissé de 32.3%.

d) L'évolution de l'annuité de dette



L'annuité correspond à l'application des clauses financières de chaque contrat de prêt souscrit tout au long de la vie de la commune.

IV. Les orientations budgétaires 2020

Les orientations budgétaires 2020 s'inscrivent dans un contexte particulier lié à la crise sanitaire de début d'année et au renouvellement retardé des instances.

Compte tenu, du délai très réduit entre l'installation du nouveau conseil municipal et l'obligation de voter le budget avant le 31 juillet, il n'est pas possible pour la nouvelle majorité de revoir en profondeur le budget 2020 et de l'adapter aux nouvelles priorités. Un audit sera lancé pour analyser la situation financière de la ville et permettre de faire ressortir les éventuels engagements non retracés dans les comptes actuels.

Par conséquent, l'année 2020 est une année de transition et permet d'inscrire les crédits nécessaires au fonctionnement récurrent des services en prenant en compte les différentes actions afin de répondre à l'urgence sanitaire et au soutien de la relance économique. Des crédits sont également prévus pour finaliser les travaux en cours.

A. Les recettes de fonctionnement

a) La dotation forfaitaire versée par l'État

	2019	2020
Population DGF	40 383	40 686
	+234 hab	+303 hab
	+ 0,58%	+ 0,75%
Part dynamique de la population	26,1K€	33,8K€
Ecrêtement	-73,5 K€	-56,8 K€
Dotation forfaitaire avant CRFP	5 340,8K€	5 317,8K€
Participation redress. Comptes publi	-2 135,4K€	-2 135,4K€
variation	0,0K€	0,0K€
Dotation forfaitaire	3 205,4K€	3 182,4K€
	-47,8K€	-23,0K€
	-1,47%	-0,72%

Même si le Gouvernement actuel a décidé de ne plus baisser brutalement la dotation forfaitaire des communes, le montant prélevé les années antérieures au titre de la participation aux redressements des comptes publics est cristallisé.

De plus, la mécanique de diminution annuelle de la dotation forfaitaire perdurera en 2020 au titre de son écrêtement récurrent et élargi depuis 2017 afin de financer les enveloppes destinées à la péréquation.

L'écèlement concerne les communes dont le potentiel fiscal de l'année précédente est supérieur à 75% de la moyenne.

Cet écrêtement est de 57K€ en 2020 pour notre ville. L'augmentation de la population permet de limiter la baisse de la dotation forfaitaire à 23K€. Elle ressort à 3 182.4K€

b) La stabilité des taux d'imposition

Conformément aux engagements, les taux d'imposition n'augmenteront pas en 2020.

La hausse des recettes fiscales ne sera donc que le fait d'une progression limitée à l'évolution des bases d'imposition liée au dynamisme du territoire et au coefficient de revalorisation décidé par l'État.

	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020
Taxe d'habitation							
Base	57 504 K€	60 301 K€	59 416 K€	60 319 K€	61 576 K€	61 115 K€	61 904 K€
<i>Evol.</i>		4,9%	-1,5%	1,5%	2,1%	-0,7%	1,3%
Taux	14,09%	14,09%	14,09%	14,09%	14,09%	14,09%	14,09%
Produit	8 102 K€	8 496 K€	8 372 K€	8 499 K€	8 676 K€	8 611 K€	8 722 K€
Taxe Foncière							
Base	53 493 K€	55 283 K€	56 855 K€	57 697 K€	58 772 K€	60 963 K€	62 173 K€
<i>Evol.</i>		3,3%	2,8%	1,5%	1,9%	3,7%	2,0%
Taux	20,54%	20,54%	20,54%	20,54%	20,54%	20,54%	20,54%
Produit	10 987 K€	11 355 K€	11 678 K€	11 851 K€	12 072 K€	12 528 K€	12 770 K€
Taxe Foncière non bâtie							
Base	315 K€	303 K€	294 K€	290 K€	338 K€	344 K€	345 K€
<i>Evol.</i>		-3,6%	-3,0%	-1,6%	16,7%	1,7%	0,3%
Taux	67,85%	67,85%	67,85%	67,85%	67,85%	67,85%	67,85%
Produit	214 K€	206 K€	200 K€	197 K€	229 K€	233 K€	234 K€
Total 3 taxes							
Base	111 312 K€	115 888 K€	116 565 K€	118 305 K€	120 686 K€	122 422 K€	124 422 K€
Produit	19 303 K€	20 057 K€	20 249 K€	20 546 K€	20 977 K€	21 372 K€	21 726 K€
<i>Evol.</i>		3,9%	1,0%	1,5%	2,1%	1,9%	1,7%

Les bases 2020 augmentent de 1.7% par rapport à 2019.

c) L'attribution de compensation versée par Montélimar Agglomération

En 2020, il n'est pas prévu de nouveaux transferts de compensation à la CA Montélimar Agglomération. Par conséquent le montant de l'attribution de compensation sera identique à celui de 2018 soit 4 178K€.

Pour rappel, les effets financiers des services communs (finances, RH, affaires juridiques et archives) sont imputés sur l'attribution de compensation conformément à la convention délibérée le 30 mars 2015. Le montant prévisionnel du coût des services communs est estimé à 1 097K€. Ce montant sera réajusté en fonction des dépenses réellement constatées au compte administratif de l'agglomération.

	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020
AC année N-1	6 593 K€	5 754 K€	4 437 K€	4 437 K€	4 398 K€	4 178 K€	4 178 K€
Transfert périscolaire	-838 K€	-1 317 K€					
Transfert Promotion du tourisme				29 K€			
Transfert PLU				-68 K€	-23 K€		
Transfert ZAE					-182 K€		
Transfert Gemapi					-15 K€		
AC année N	5 754 K€	4 437 K€	4 437 K€	4 398 K€	4 178 K€	4 178 K€	4 178 K€
Effets financiers des services communs	-1 047 K€	-982 K€	-982 K€	-1 097 K€	-1 157 K€	-1 114 K€	-1 114 K€
Dotation de solidarité communautaire (DSC)	205 K€	205 K€	205 K€	205 K€	205 K€	205 K€	205 K€
Total Montant reversé par l'Agglo	4 913 K€	3 660 K€	3 660 K€	3 506 K€	3 226 K€	3 268 K€	3 268 K€
Variation en €	-869 K€	-1 253 K€	0 K€	-154 K€	-280 K€	43 K€	0 K€

d) La politique tarifaire

Les tarifs des services publics seront identiques à ceux de 2019. Néanmoins, les décisions de l'ancienne majorité visant à soutenir l'économie de proximité sont prises en compte dans le budget notamment avec la suppression ou la réduction de redevances mise en place sur :

- L'occupation du domaine public,
- Les droits de place et de Marchés de plein air ;
- La TLPE (Taxe Locale sur la Publicité Extérieure).

B. Les dépenses de fonctionnement

La poursuite de la maîtrise des dépenses de fonctionnement reste d'actualité afin de préserver la capacité d'investissement et améliorer le cadre de vie des Montiliens.

Ainsi les objectifs sur les évolutions des dépenses sont les suivants :

- hausse moyenne maximum de 0.5% par an des charges courantes à périmètre constant;
- hausse moyenne maximum de 1.5% par an de la masse salariale à périmètre constant.

Ces mesures sont nécessaires pour permettre de continuer à rendre des services de qualité dans les différentes politiques publiques comme notamment :

- La poursuite des actions en faveur de la jeunesse et de la famille. La Ville de Montélimar gère 7 écoles maternelles, 8 écoles élémentaires et 4 primaires. Elle dispose également de 3 centres sociaux proposant des services variés en direction des enfants, des adolescents, des familles et des adultes ;
- La poursuite des actions en faveur de la solidarité avec les plus jeunes comme les plus âgés, seront maintenues (portage de repas, retraite active, gratuité des bus, sport zap...) ;
- Le service de la retraite active proposera cette année encore un programme riche et divers. Des crédits seront également prévus avec l'ouverture du nouveau centre

municipal de santé permettant ainsi de répondre aux problématiques de la désertification médicale ;

- La poursuite des actions en faveur de la sécurité avec le soutien financier au centre de secours et l'action de la police municipale. Cette dernière est une police de proximité et leur présence sur le terrain est indispensable. Elle est armée et peut s'appuyer sur un réseau de vidéo-protection performants, avec plus de 100 caméras installées ;
- La poursuite des actions d'amélioration du cadre de vie. Plus de 2.6M€ seront consacré à la propreté de la ville soit un budget en augmentation de 7%. Plus de 2.3M€ seront consacré à l'entretien des espaces verts avec une hausse du budget de 9.4% compte tenu notamment de l'intégration du quartier Maubec dans le domaine public ;
- La poursuite des actions « cœur de ville » avec notamment la mise en œuvre du FISAC et de l'accompagnement à l'amélioration de l'habitat.

Néanmoins, en ce début d'année compte tenu de la pandémie du covid 19, le fonctionnement des services a été perturbé. Les agents ont été mobilisés pour faire face à cette crise sanitaire et aider les plus fragiles.

Avec le déconfinement et la reprise progressive des services, la ville a dû également adapter l'activité de l'ensemble de ses services afin de concilier reprise de l'activité et protection des agents, du public et des enfants.

a) La gestion des ressources humaines

La masse salariale prévisionnelle pour 2020 est en augmentation de 5,85% de BP2019 à BP2020.

Cette augmentation se chiffre à 883 K€. Elle est à relativiser en fonction de l'impact, sur le budget 2020 des décisions prises en 2019 et des projets décidés par le conseil municipal dont le montant est évalué à plus de 836 K€, dont:

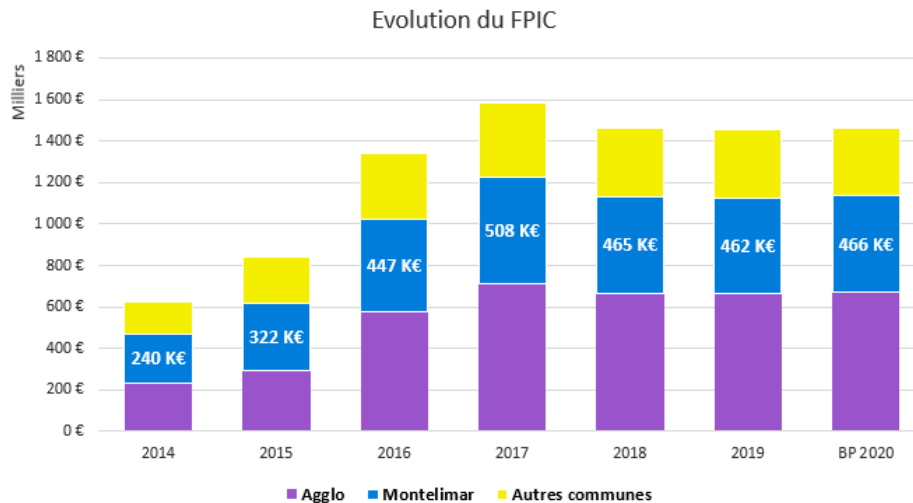
- 42 K€ dû à l'arrivée d'un nouvel agent au service hygiène et sécurité des bâtiments dans le cadre des opérations de déclaration de péril et de sécurisation des bâtiments anciens, et notamment site aux conséquences du séisme de novembre 2019,
- 76 K€ au titre du Guichet Unique (2 postes nouvellement créés) et du renouvellement du directeur du Pôle des Services à la Population
- 151 K€ au titre de l'application en année pleine des recrutements mis en œuvre à la police municipale (voir l'argument précédent sur la non-exécution de 110 K€ de crédits prévus e, 2019 suite au décalage dans l'arrivée réelle des agents à Montélimar)
- 75 K€ au titre d'un renfort au service des musées et le remplacement d'un agent en disponibilité syndicale (son salaire est néanmoins remboursé par le CDG26)
- 289 K€ au titre de la mise en œuvre du centre municipal de santé pour 3 médecins, 1 infirmière et 2 secrétaires médicales à compter du 1er juillet 2020
- 65 K€ pour le renfort de 2 agents à la propreté urbaine
- 49 K€ suite à l'arrivée, en année pleine, d'un nouvel agent au service urbanisme et foncier
- 62 K€ suite à l'arrivée, en année pleine, de 2 renforts au service des espaces verts

Aussi, si l'on retrace ces mesures nouvelles, l'évolution du budget, de BP à BP ne serait que de 0,31%.

Si l'on compare la prévision 2020 avec les réalisations 2019, l'augmentation de la masse salariale serait de 2,12% dont 0,95% lié au GVT et 0,5% à l'impact de l'avant dernière année de la mise en œuvre de la PPCR.

Sur le plan des heures supplémentaires, les prévisions 2020 sont stables, en raison notamment de l'organisation des 2 tours des élections municipales, dont le montant, estimé à 52 000€ avoisine celui généré en 2019 par 1 tour pour les élections européennes et l'organisation du banquet républicain.

b) La stabilisation du Fonds national de Péréquation des ressources Intercommunales et Communes (FPIC)



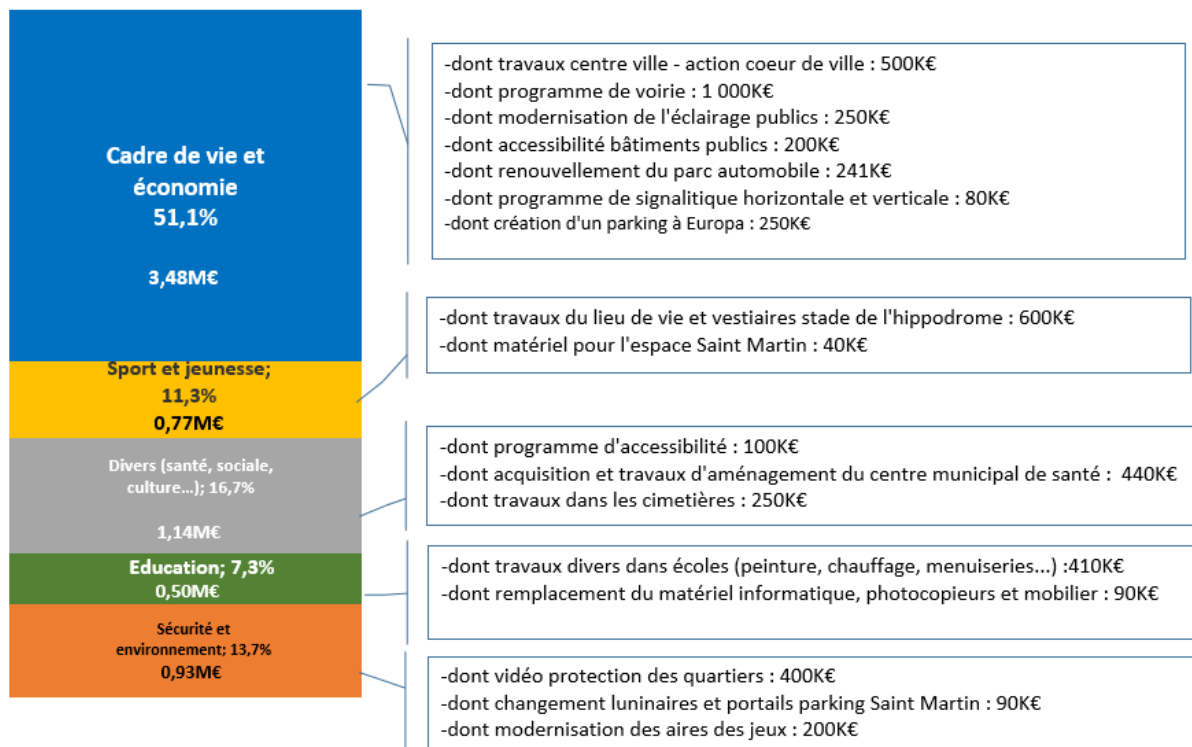
Depuis 2018, l'enveloppe nationale du FPIC est maintenue à un niveau de 1 Md€.

Par conséquent, le montant prélevé, à notre ville, devrait être sensiblement identique à celui de 2019.

C. Les dépenses d'équipement

Le montant des dépenses d'équipement 2020 est estimé à environ 6.8M€ sur le budget général, 0,8M€ sur le budget annexe stationnement et 2.1M€ sur le budget annexe de l'eau. Au global, ce sont plus de 9.7M€ qui seront investis en 2020.

La répartition des 6.8M€ du budget général est la suivante :



Certains projets d'investissement ont été retirés du budget afin qu'une analyse poussée soit réalisée pour vérifier la conformité et l'efficacité de ces projets initiés par l'ancienne majorité comme notamment :

- Le paiement des fouilles archéologiques des terrains de la phase 2 du quartier Maubec ;
- L'acquisition de l'avenue Charles André pour un montant de 3.5M€ TTC à la SPL dans le cadre de la concession d'aménagement de la ZAC « Les portes de Provinces », délibération du 16 décembre 2013 non exécuté à ce jour.
- Les travaux d'isolation des façades de Pracomtal et des Grèzes sont reportés afin d'obtenir un meilleur rapport qualité / prix en regroupant si possible la consultation au niveau de l'agglomération

Des crédits pourront également être rajoutés en cours d'année, pour l'amélioration des locaux et des conditions de travail des agents. En effet, l'ancienne majorité n'a pas consacré de budget suffisant à la conservation du patrimoine et l'audit en cours fait déjà apparaître la nécessité d'effectuer des travaux importants avec notamment à titre d'exemple des fuites de toitures non réparées, WC dégradés, fenêtres et isolations en mauvais état... .

D. Le financement des dépenses d'investissement

Les dépenses d'investissement seront financées grâce aux efforts d'optimisation des dépenses de fonctionnement mais également par d'autres ressources et par la souscription de nouveaux emprunts.

Les autres ressources 2020 sont composées :

- du fonds de compensation de la TVA estimé à 1 576K€ ;
- des amendes de police estimées à 130K€ ;
- de la taxe d'aménagement estimée à 650K€ ;

- de cessions immobilières estimées à 630K€ ;
- des subventions d'équipement estimées à 1 349K€.

Le solde du financement sera assuré par de nouveaux emprunts à hauteur de 4.8M€

Une partie du besoin d'emprunt 2020 est couvert par un emprunt contractualisé en 2018. La caractéristique du contrat est :

- 3 M€ à la Banque Postale, taux fixe de 1.50% sur 15 ans avec une phase de mobilisation jusqu'au 29 janvier 2020.

V. Les orientations pluriannuelles

Chaque année, la prospective est mise à jour en fonction des éléments de la dernière loi de finances et des évolutions de la ville.

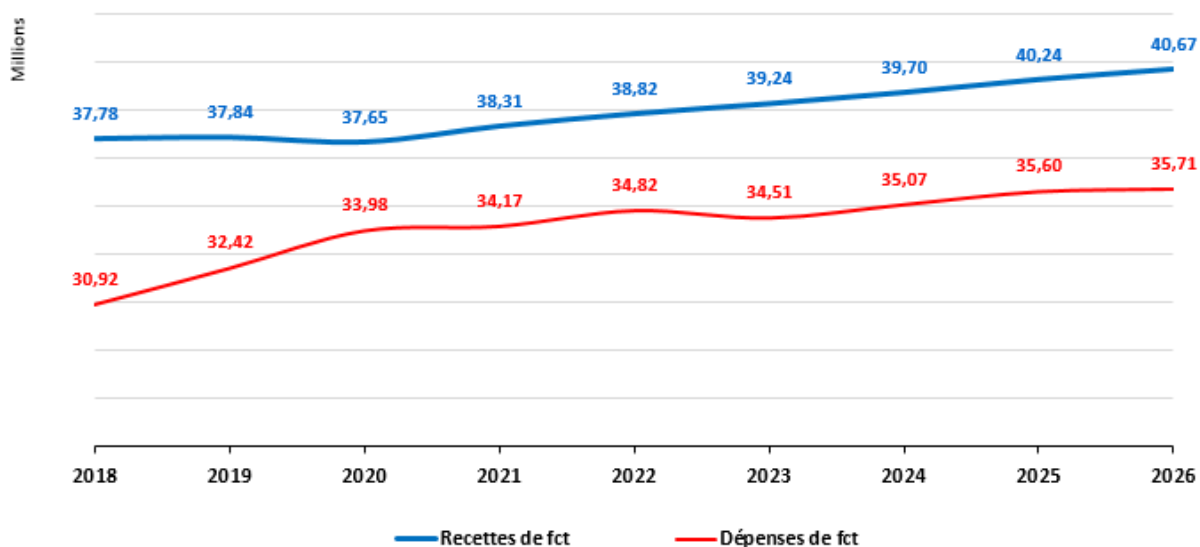
La prospective tient compte des hypothèses suivantes :

- D'une hausse moyenne maximum de 0.5% par an des charges courantes à périmètre constant;
- D'une hausse moyenne maximum de 1.5% par an de la masse salariale à périmètre constant ;
- Du maintien des subventions aux associations ;
- De la non augmentation des taux d'imposition ;
- D'un niveau d'investissement annuel maximum permettant de garder des ratios d'endettement en dessous des ratios d'alerte (<12 ans de capacité de désendettement. Il est précisé que le programme pluriannuel d'investissement de la nouvelle majorité sera présenté au budget 2021.

A. L'évolution des recettes et dépenses de fonctionnement

Les hypothèses retenues ont pour conséquences les évolutions suivantes :

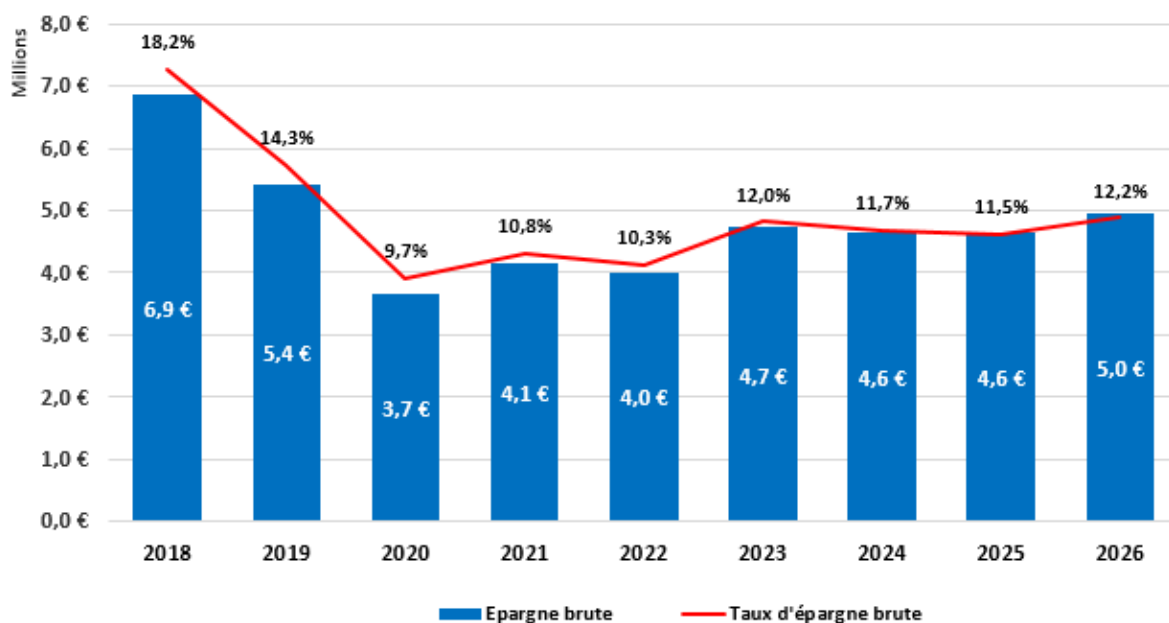
Evolution des recettes et dépenses de fonctionnement en millions €



B. L'évolution de l'épargne et du taux d'épargne

Dans cette hypothèse, le taux de capacité d'autofinancement brute resterait supérieur à 8% sur la période, comme le démontre le graphique ci-dessous. La chute 2020 est liée à la crise sanitaire et économique.

Evolution de l'épargne et du taux d'épargne



Cette épargne permettra de rembourser la dette et de participer au financement des dépenses d'équipement.

C. Le programme pluriannuel d'investissement 2020-2026

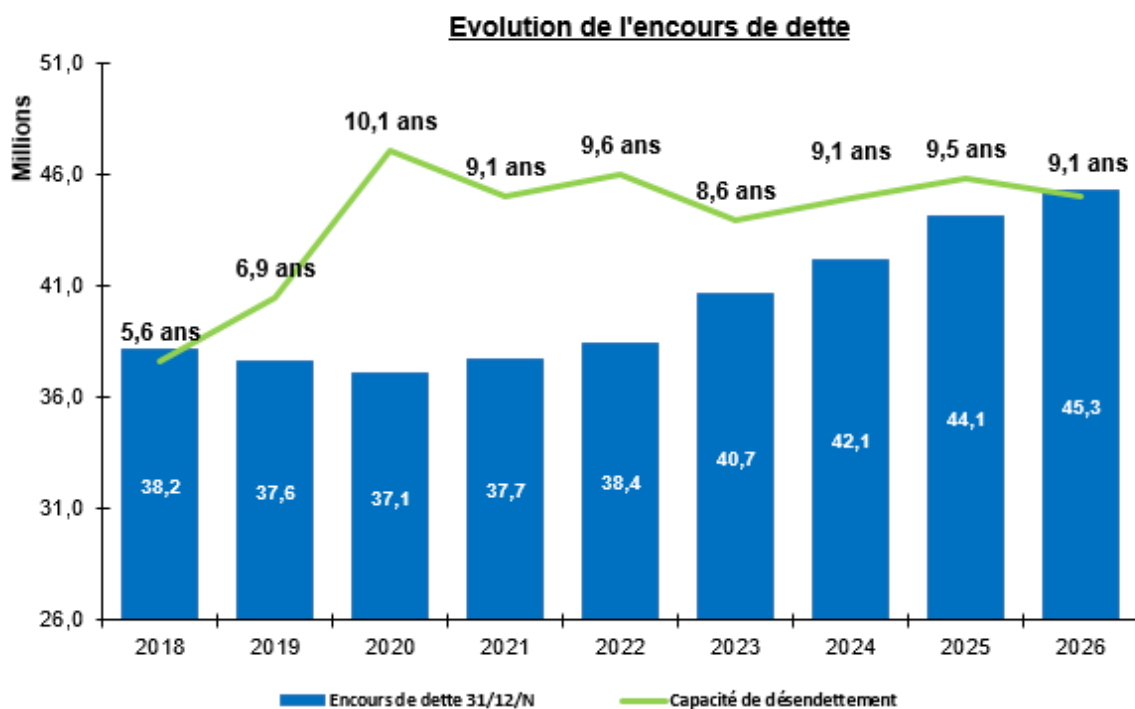
Le tableau ci-dessous prend en compte les réalisations de 2018 et 2019, ainsi qu'une hypothèse de 9.1M€, en moyenne, de crédits nouveaux entre 2020 et 2026, rendue possible par la préservation de l'épargne telle que modélisée ci-dessus.

Dépenses d'équipement	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025	2026
Crédit nouveaux	10 721 K€	15 367 K€	6 821 K€	9 000 K€	9 000 K€	9 000 K€	9 000 K€	9 000 K€	9 000 K€
Reports N-1	2 495 K€	3 810 K€	6 613 K€	2 687 K€	3 506 K€	5 002 K€	4 201 K€	3 960 K€	3 240 K€
Total	13 216 K€	19 177 K€	13 433 K€	11 687 K€	12 506 K€	14 002 K€	13 201 K€	12 960 K€	12 240 K€
Estimation réalisation des dépenses d'équipement	5 039 K€	10 526 K€	10 747 K€	8 181 K€	7 504 K€	9 802 K€	9 241 K€	9 720 K€	9 180 K€

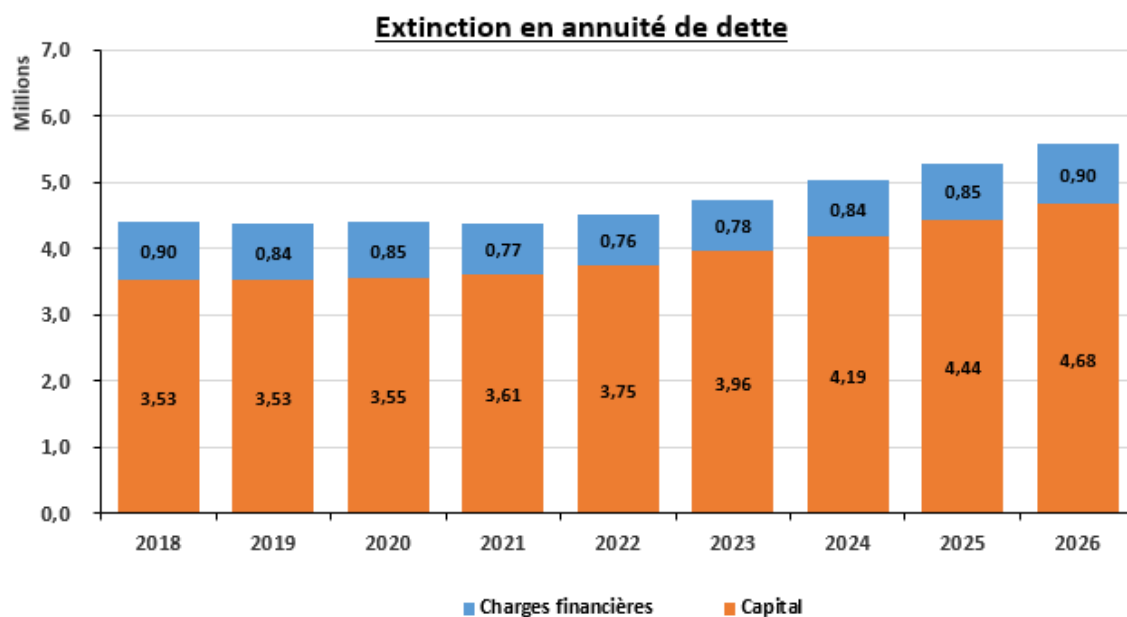
Financement des investissements	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025	2026
FCTVA	1 141 K€	786 K€	1 492 K€	1 534 K€	1 168 K€	1 071 K€	1 399 K€	1 319 K€	1 387 K€
Subventions	240 K€	1 085 K€	1 268 K€	965 K€	773 K€	939 K€	877 K€	913 K€	866 K€
Cessions	1 801 K€	545 K€	630 K€	200 K€	200 K€	200 K€	200 K€	200 K€	200 K€
Divers (Taxe d'aménag...)	1 394 K€	1 196 K€	650 K€	650 K€	650 K€	650 K€	650 K€	650 K€	650 K€
Autofinancement	6 112 K€	7 539 K€	3 749 K€	570 K€	252 K€	764 K€	451 K€	198 K€	279 K€
Emprunt	K€	3 000 K€	3 000 K€	4 262 K€	4 461 K€	6 178 K€	5 663 K€	6 440 K€	5 798 K€

D. L'évolution de l'encours de dette

Compte tenu des hypothèses d'investissements et d'évolution des dépenses et recettes, la capacité de désendettement resterait inférieure au ratio d'alerte de 12 ans fixé dans la Loi de programmation des finances publiques 2018/2022.



L'extinction prévisionnelle en annuité de dette serait la suivante :



VI. Les budgets annexes

A. Le budget annexe du stationnement

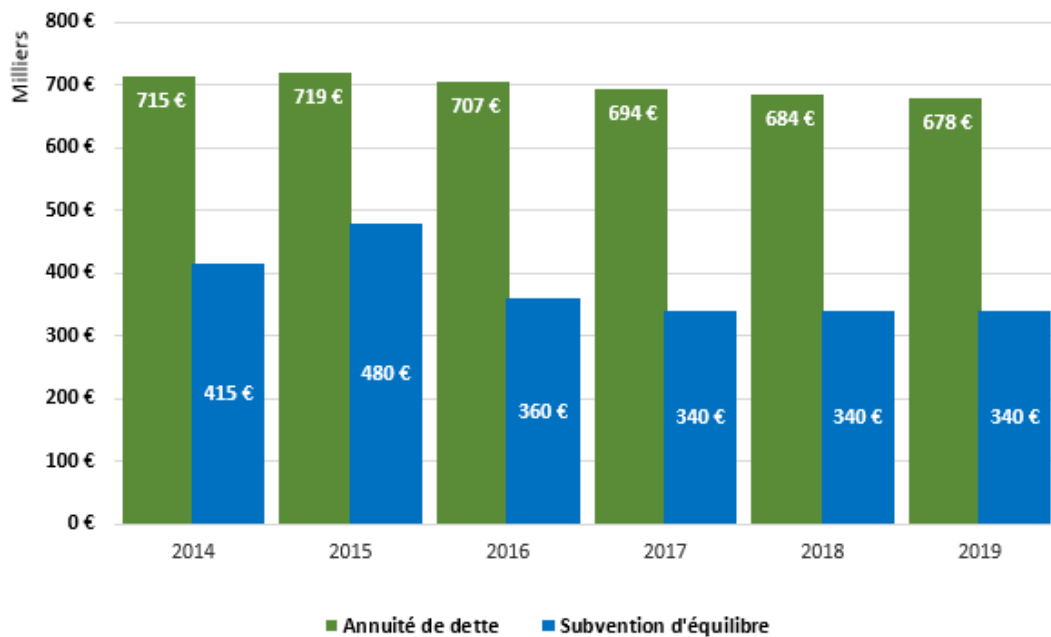
Ce budget est ouvert depuis le 1^{er} avril 2009 et concerne uniquement l'activité « parkings aménagés ». Il s'agit d'un budget géré en HT.

L'individualisation du service du stationnement par la création d'un budget annexe, permet à la collectivité de fournir des indications détaillées sur le fonctionnement de ce service et de suivre l'évolution de sa situation financière.

a) La situation fin 2019

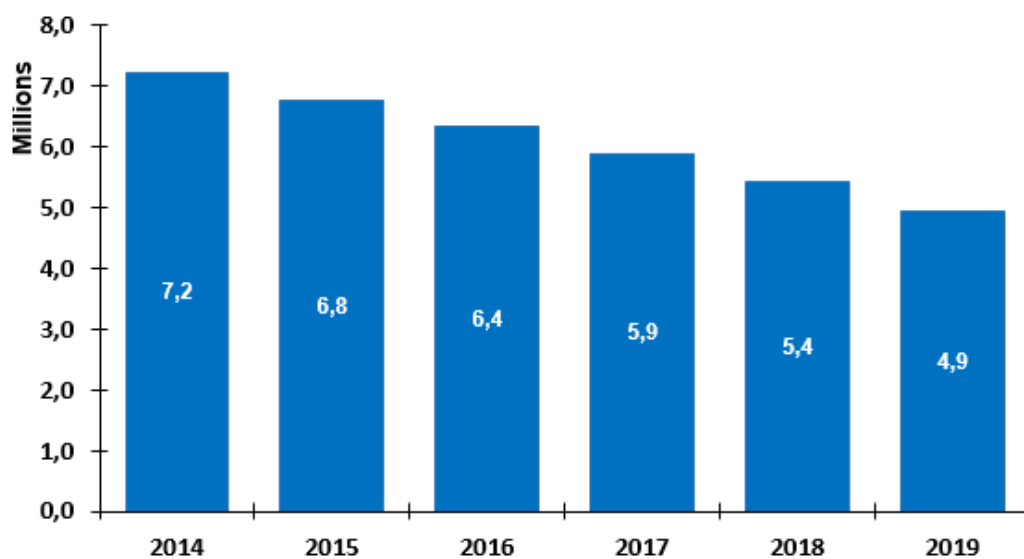
Depuis plusieurs années, des investissements sont réalisés sur l'ensemble des parcs de stationnement ainsi que des travaux de rénovation et d'amélioration, notamment au parking du Théâtre.

Afin de ne pas augmenter les tarifs et faire supporter aux usagers la reprise par la ville du parking de Saint-Martin et l'emprunt afférent, la collectivité a fait le choix de verser, du budget général au budget annexe du stationnement, une subvention d'équilibre.



La subvention 2019 représente 50% du montant de l'annuité remboursée. Ce remboursement a permis à la ville de se désendetter de 8.9% par rapport à 2018.

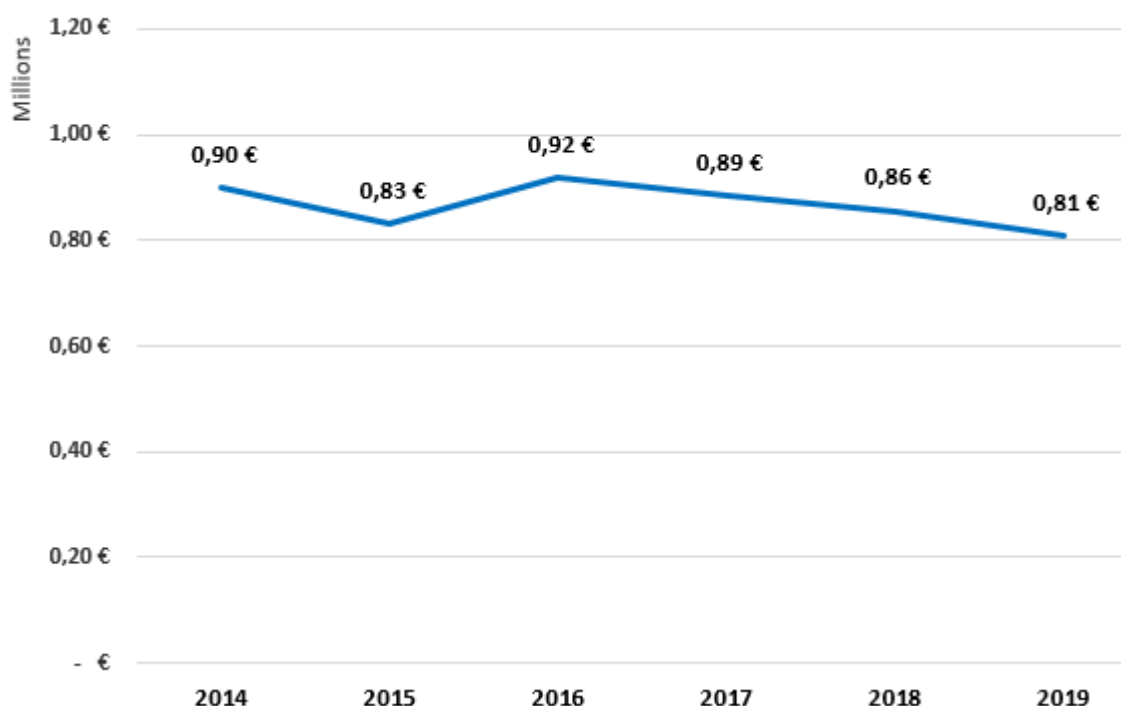
Evolution de l'encours de dette



Sur la période, l'encours de dette a baissé en moyenne de 7.3% par an.

De plus, depuis 2014, afin de concourir à l'attractivité du centre-ville de Montélimar et de faciliter l'accès au commerce local, la première heure est gratuite dans les parcs de stationnement payants. Cette initiative a pour conséquence une baisse des recettes. Cette aide indirecte aux commerces du centre-ville est évaluée à 400K€ par an.

Evolution des droits de stationnement



b) Les orientations 2020

La mise en œuvre de la 1^{ère} heure gratuite, qui est un réel soutien aux commerces du centre-ville, sera maintenue en 2020. Cette gratuité permet de favoriser la rotation des véhicules afin d'apporter une offre de stationnement aux usagers des commerces du centre-ville.

Les droits de stationnement 2020 sont estimés à 470K€ compte tenu du montant encaissé en 2019 et surtout lié à la crise sanitaire.

Recettes de fonctionnement	Budget 2019	Budget 2020	Variation en €	Variation en %
002 - RESULTAT REPORTE DE FONCTIONNEMENT	14,5 K€	1,4 K€	-13,0 K€	-90,0%
70 - PRODUITS DE SERVICES (recettes stationnement)	920,0 K€	470,0 K€	-450,0 K€	-48,9%
74 - SUBVENTIONS ET PARTICIPATIONS	340,0 K€	769,4 K€	429,4 K€	126,3%
75 - AUTRES PRODUITS DE GESTION COURANTE	2,5 K€	0,0 K€	-2,5 K€	-99,6%
77 - PRODUITS EXCEPTIONNELS	5,0 K€	0,0 K€	-5,0 K€	-100,0%
Total général	1 282,0 K€	1 240,9 K€	-41,1 K€	-3,2%

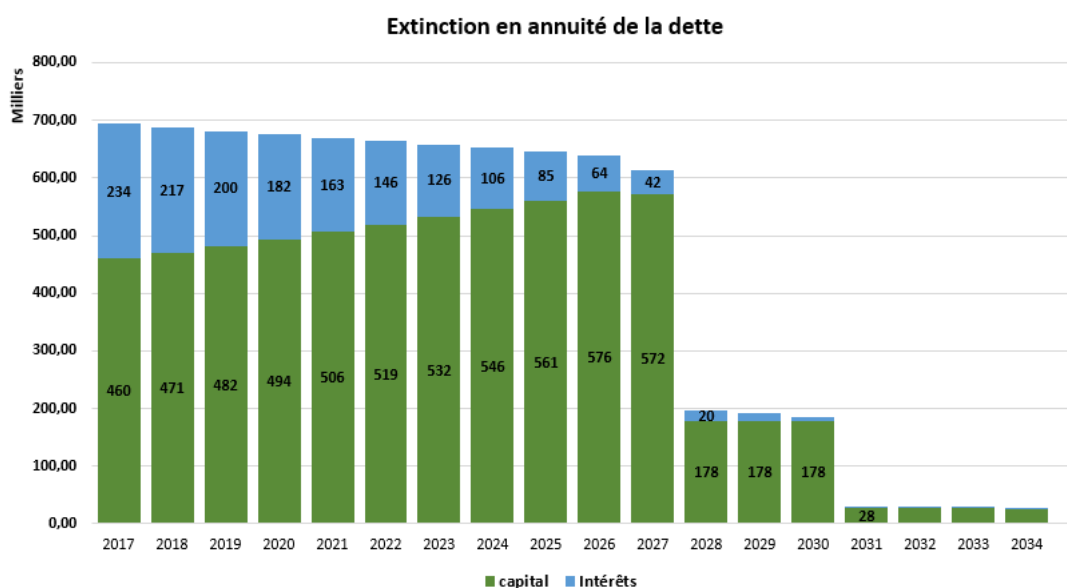
Les droits de stationnement permettront de financer les dépenses de fonctionnement. Il s'agit entre autre :

- des dépenses liées aux dégradations volontaires ou accidentelles du matériel ;
- des dépenses liées aux mises à jour du matériel de paiement ;
- de la révision des contrats et marchés en cours ;
- de l'évolution des charges de personnel.

Dépenses de fonctionnement		Budget 2019	Budget 2020	Variation en €	Variation en %
011	- CHARGES A CARACTERE GENERAL				
	606 - Achats non stockés de matières et fournitures	106,8 K€	106,5 K€	-0,3 K€	-0,3%
	615 - Entretien et réparations	157,0 K€	144,4 K€	-12,6 K€	-8,0%
	627 - Services bancaires et assimilés	8,0 K€	8,0 K€	0,0 K€	0,0%
	628 - Divers (nettoyage des locaux)	39,0 K€	37,0 K€	-2,0 K€	-5,1%
	Autres	19,9 K€	11,2 K€	-8,7 K€	-43,8%
Total 011	- CHARGES A CARACTERE GENERAL	330,7 K€	307,1 K€	-23,6 K€	-7,1%
012	- CHARGES DE PERSONNEL ET FRAIS ASSIMILES	263,8 K€	257,7 K€	-6,1 K€	-2,3%
65	- AUTRES CHARGES DE GESTION COURANTE	1,5 K€	0,0 K€	-1,5 K€	-99,3%
Dépenses Courantes		596,0 K€	564,8 K€	-31,1 K€	-5,2%
66	- CHARGES FINANCIERES	201,0 K€	182,0 K€	-19,0 K€	-9,5%
67	- CHARGES EXCEPTIONNELLES	3,0 K€	0,3 K€	-2,7 K€	-90,0%
Dépenses réelles de fonctionnement		800,0 K€	747,1 K€	-52,9 K€	-6,6%

Les ressources de ce budget seront complétées par une subvention du budget général estimée à 769.4K€, soit +429.4K€ par rapport à 2019.

Cette subvention permettra de combler la perte de recette liée à la période de la crise sanitaire et de participer au financement du remboursement de la dette contractée pour le financement de la création du parking de Saint-Martin et



En investissement, compte-tenu du manque d'entretien et d'anticipation de l'ancienne majorité, une dépense de 0,8M€ est obligatoire pour permettre la moderniser le matériel de stationnement. Cette opération sera financée par emprunt.

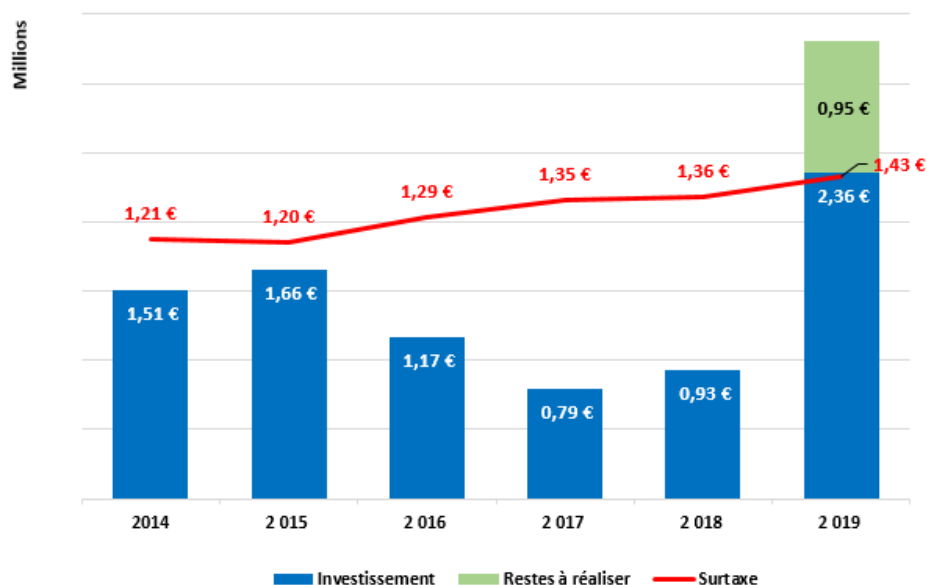
B. Le budget annexe de l'eau

La ville a confié la gestion du service de distribution d'eau potable à la S.A.U.R. (Société d'Aménagement Urbain et Rural) pour une durée de 8 ans à compter du 1^{er} septembre 2011 dans le cadre d'un contrat d'affermage.

L'affermage est le contrat par lequel le contractant s'engage à gérer un service public, contre une rémunération versée par les usagers. Le concédé, appelé fermier, reverse à la

collectivité une redevance appelée « la surtaxe » destinée à financer les investissements qu'elle a réalisés.

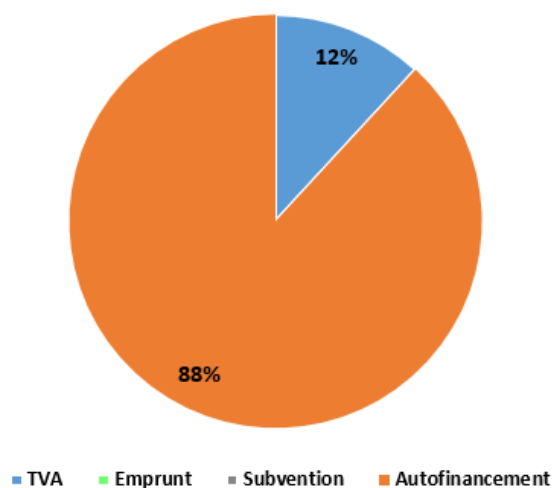
c) La situation fin 2019



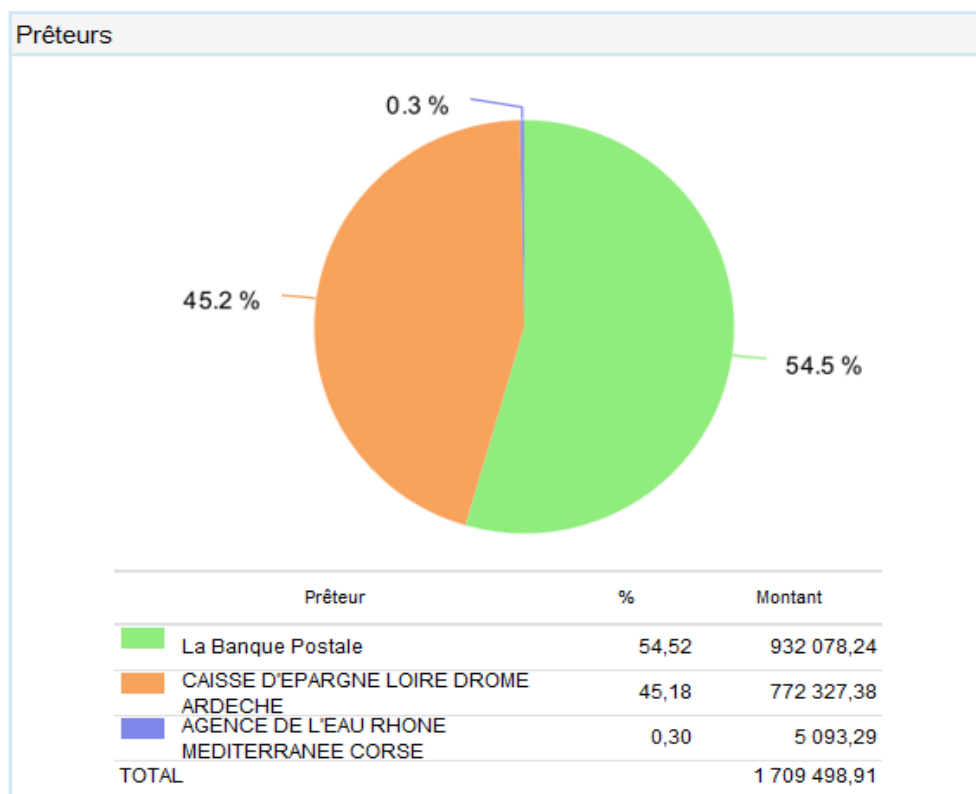
En 2019, la ville a investi 3.3M€ (dont 2.36M€ payés) pour l'entretien et la création de nouveaux réseaux en fonction de l'urbanisation des quartiers et pour les travaux du centre-ville.

Ces investissements ont été financés comme suit :

Financement des investissements



La dette fin 2019 s'élève à 1 709.5K€ et ne présente aucun risque compte tenu qu'elle n'est composée que de taux fixe. Cette dette est répartie sur trois prêteurs :



d) Les orientations 2020

La ville souhaite continuer à investir et moderniser son réseau tout en conservant une politique tarifaire constante et raisonnée. La part de la redevance revenant à la collectivité n'augmentera pas en 2020 et n'évoluera que sous l'effet de la consommation des usagers. Les ressources de ce budget annexe permettront le financement des dépenses de fonctionnement mais seront essentiellement consacrées à l'investissement.

Dépenses de fonctionnement		BP 2019	BP 2020	Variat. En €	Variat. En %
011	- CHARGES A CARACTERE GENERAL				
	613 - locations	1,1 K€	1,2 K€	,1 K€	9,1%
	617 - Etudes et recherches	9,6 K€	7,2 K€	-2,4 K€	-25,2%
	628 - Remboursement de frais et divers	84,2 K€	95,0 K€	10,8 K€	12,8%
	635 - Taxes et versements assimilés	33,0 K€	35,0 K€	2,0 K€	6,1%
	637 - Autres impôts	,7 K€	,7 K€	,1 K€	7,7%
Total 011 - CHARGES A CARACTERE GENERAL		128,6 K€	139,1 K€	10,5 K€	8,2%
012	- CHARGES DE PERSONNEL ET FRAIS ASSI	88,0 K€	86,0 K€	-2,0 K€	-2,3%
66	- CHARGES FINANCIERES	53,0 K€	43,0 K€	-10,0 K€	-18,9%
67	- CHARGES EXCEPTIONNELLES	16,0 K€	15,0 K€	-1,0 K€	-6,0%
Total dépenses réelles de fonctionnement		286 K€	283 K€	-2 K€	-0,9%

Plus de 2.1 M€ seront investis en 2020 avec notamment :

- le déplacement de la conduite source du captage d'eau au droit du seuil Chanu ;
- la phase 2 du déplacement d'une conduite de notre réseau en lien avec l'aménagement de la RD540 en direction de Montboucher par le Conseil Départemental 901K€ ;
- le renforcement du réseau du réservoir La Gardette ainsi que divers travaux liés aux éventuelles extensions.

Le budget comprendra également les crédits nécessaires au remboursement de l'annuité de dette estimée à 121K€ pour 2020.

